

Frugal research

Formes urbaines et gouvernance alimentaire



BIBLIOGRAPHIE COMMENTEE



Cette bibliographie a été mise en forme par Terres en villes dans le cadre de la recherche-action PSDR 4 Formes Urbaines et Gouvernance Alimentaire (FRUGAL) à partir des éléments transmis pas les chercheurs impliqués dans les 4 volets de recherche (VR) du projet. Certaines données manquent encore. Aussi cette bibliographie sera-t-elle mise à jour au fur-et-à-mesure de leur production.

Cette première version encore incomplète et hétérogène est une première contribution qui sera utile aux praticiens soucieux de prendre du recul avec leur travail quotidien.

Cet outil d'acculturation fait partie d'un ensemble de livrables qui sont et seront produits d'ici fin 2020. Adaptés aux acteurs par Terres en villes en collaboration avec les chercheurs, Ils visent à rendre possible une bonne appropriation des modalités et résultats de cette ambitieuse recherche-action.

En savoir plus : <http://projetfrugal.fr/>



FLUX

"PRODUIRE ET COMMERCIALISER DE LA VIANDE OVINE EN CIRCUITS-COURTS" - 2011/2013 COORDONNE PAR JEAN-FRANÇOIS BATAILLE ET CHRISTINE GUINAMARD

Document s'intègrent dans le cadre d'une étude plus large intitulée « Elaboration d'un référentiel pour évaluer la performance technique, économique, sociale et environnementale et favoriser le développement des circuits courts de commercialisation », projet lauréat CASDAR 2010.

"PRODUIRE DES VOLAILLES DESTINEES AUX CIRCUITS COURTS DE COMMERCIALISATION" - 2011/2013 - PREPARE PAR FRANÇOISE MORIZOTBRAUD

Document s'intègrent dans le cadre d'une étude plus large intitulée « Elaboration d'un référentiel pour évaluer la performance technique, économique, sociale et environnementale et favoriser le développement des circuits courts de commercialisation », projet lauréat CASDAR 2010.

"PRODUIRE ET COMMERCIALISER DE LA VIANDE BOVINE EN CIRCUITS COURTS" - 2011/2013 COORDONNE PAR LAURENCE ECHEVARRIA, MICHEL AIME, JOËL MARTIN, FRANÇOISE MORIZOT-BRAUD (CERD)

Document s'intègrent dans le cadre d'une étude plus large intitulée « Elaboration d'un référentiel pour évaluer la performance technique, économique, sociale et environnementale et favoriser le développement des circuits courts de commercialisation », projet lauréat CASDAR 2010.

"PRODUIRE ET COMMERCIALISER DES PORCS EN CIRCUITS COURTS" - 2011/2013 REDIGE PAR PIERRE FROTIN

Document s'intègrent dans le cadre d'une étude plus large intitulée « Elaboration d'un référentiel pour évaluer la performance technique, économique, sociale et environnementale et favoriser le développement des circuits courts de commercialisation », projet lauréat CASDAR 2010.

"PRODUIRE ET VENDRE DES PRODUITS BOVINS LAITIERS EN CIRCUITS COURTS" - 2011/2013 PREPARE PAR EMMANUEL BEGUIN, AUDE MIEHE, JOËLLE PERON, EMMANUELLE SOUDAY, JULIE WALLE, MARIE VANDEWALLE ET ELISE DUEZ.

Document s'intègrent dans le cadre d'une étude plus large intitulée « Elaboration d'un référentiel pour évaluer la performance technique, économique, sociale et environnementale et favoriser le développement des circuits courts de commercialisation », projet lauréat CASDAR 2010.

"DEVELOPPER UNE ACTIVITE DE VALORISATION DE LEGUMES ET PETITS FRUITS EN CIRCUITS COURTS" - 2011/20103 PREPARE PAR MELISE WILLOT ET FRANÇOISE MORIZOT.

Document s'intègrent dans le cadre d'une étude plus large intitulée « Elaboration d'un référentiel pour évaluer la performance technique, économique, sociale et environnementale et favoriser le développement des circuits courts de commercialisation », projet lauréat CASDAR 2010.

"METHODES ET APPROCHE ECONOMIQUE TRANSVERSALE EXPLORATOIRE DE SIX FAMILLES DE PRODUITS EN CIRCUITS COURTS" - 2011/2013 PREPARE PAR CELINE LAILLET ET FRANÇOISE MORIZOT-BRAUD.

Document s'intègrent dans le cadre d'une étude plus large intitulée « Elaboration d'un référentiel pour

évaluer la performance technique, économique, sociale et environnementale et favoriser le développement des circuits courts de commercialisation », projet lauréat CASDAR 2010.

"PRODUIRE ET VENDRE DES PRODUITS BOVINS LAITIERS FERMIS EN CIRCUITS-COURTS" - 2011/2013 PREPARE PAR EMMANUEL BEGUIN, AUDE MIEHE, JOËLLE PERON, EMMANUELLE SOUDAY, JULIE WALLE, MARIE VANDEWALLE ET ELISE DUEZ.

Document s'intègre dans le cadre d'une étude plus large intitulée « Elaboration d'un référentiel pour évaluer la performance technique, économique, sociale et environnementale et favoriser le développement des circuits courts de commercialisation », projet lauréat CASDAR 2010.

LAMINE, CLAIRE."LES AMAP : UN NOUVEAU PACTE ENTRE PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS ?" .YVES MICHEL, 2008. 163 P.

Présente les principes des AMAP, forme alternative de consommation et de production. Il explique en quoi elle peut avoir un effet de levier sur l'évolution du système agroalimentaire, et les possibilités d'extension de ces structures.

"CIRCUITS COURTS : RICHESSE, DIVERSITE... ET DERIVE" - CAMPAGNES SOLIDAIRES • N° 266 OCTOBRE 2011

Dossier de 8 pages assez complet sur ce que sont les circuits-courts, les atouts et inconvénients. Permet de comprendre le thème et d'en saisir les principaux enjeux et avec quelques témoignages.

YUNA CHIFFOLEAU ET BENOIT PREVOST, «LES CIRCUITS COURTS, DES INNOVATIONS SOCIALES POUR UNE ALIMENTATION DURABLE DANS LES TERRITOIRES », NOROIS [EN LIGNE], 224 | 2012, MIS EN LIGNE LE 30 SEPTEMBRE 2014, CONSULTE LE 08 AVRIL 2016. URL : [HTTP://NOROIS.REVUES.ORG/4245](http://NOROIS.REVUES.ORG/4245) ; DOI : 10.4000/NOROIS.4245

Implications pour le fonctionnement des marchés
Implications pour l'action collective autour de l'alimentation durable

«Empowerment », démocratie locale et innovations territoriales

Renforcer les producteurs
Construire une alimentation durable par les innovations territoriales

MARIE HOUDART, SALMA LOUDIYI ET ALAIN GUERINGER, « L'ADAPTATION DES AGRICULTEURS AU CONTEXTE PERIURBAIN », NOROIS [EN LIGNE], 224 | 2012, MIS EN LIGNE LE 30 SEPTEMBRE 2014, CONSULTE LE 08 AVRIL 2016. URL : [HTTP://NOROIS.REVUES.ORG/4265](http://NOROIS.REVUES.ORG/4265) ; DOI : 10.4000/NOROIS.4265

Logiques d'adaptation des agriculteurs au contexte périurbain. L'analyse est menée sur un territoire situé à l'est de l'agglomération clermontoise. Adaptation saisie à partir des composantes productive et commerciale, de la diversification des activités et des logiques de gestion du foncier. Résultats = signaux d'adaptation faibles concernant les composantes productives et les modalités de gestion du foncier. Les logiques d'adaptation s'expriment un peu plus à travers la composante commerciale. La faiblesse des signaux d'adaptation des agriculteurs au contexte périurbain interroge leur capacité d'intégration dans les dynamiques collectives et institutionnelles mettant en lien ville et agriculture dans la zone étudiée.





SOPHIE GRANDCLAUDE ET CYNTHIA NSI,
"ETUDE DE DEVELOPPEMENT DES
CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES EN
ISERE", EDINSTITUT, 2011

Le Conseil Général d'Isère sollicite Edinstitut pour réaliser une étude auprès des particuliers sur le territoire. Cerner la consommation alimentaire actuelle des habitants Connaître les pratiques d'achats actuelles vis-à-vis des produits locaux Evaluer les intentions futures concernant les produits locaux

TRAVERSAC, J. B. (2011). . CIRCUITS
COURTS : CONTRIBUTION AU
DEVELOPPEMENT REGIONAL.
TRANSVERSALES. DIJON, FRA : EDUCAGRI
EDITIONS, 224 P.

SEMINAIRE "QUELLES COMBINAISONS DE
FILIERES COURTES ET FILIERES LONGUES
DANS LA PRODUCTION ET
L'APPROVISIONNEMENT DES
AGGLOMERATIONS ?" - LILLE, JUILLET
2012

Lucien BOURGEOIS - Les politiques agricoles et les logiques de filières
Christine AUBRY - Les circuits courts sont-ils durables
Catherine DARROT - Rennes Métropole Ville vivrière

HERAULT-FOURNIER CATHERINE, MERLE
AURELIE, PRIGENT-SIMONIN ANNE-
HELENE, « COMMENT LES
CONSOMMATEURS PERÇOIVENT-ILS LA
PROXIMITE A L'EGARD D'UN CIRCUIT
COURT ALIMENTAIRE ? », MANAGEMENT
& AVENIR 3/2012 (N° 53) , P. 16-33
URL : [WWW.CAIRN.INFO/REVUE-
MANAGEMENT-ET-AVENIR-2012-3-PAGE-
16.HTM](http://WWW.CAIRN.INFO/REVUE-MANAGEMENT-ET-AVENIR-2012-3-PAGE-16.HTM).

DOI : 10.3917/MAV.053.0016.

Propose une application du cadre conceptuel développé à l'analyse des circuits courts agroalimentaires, et plus spécifiquement des points de vente collectifs. Répond à l'appel de ces auteurs pour le développement d'une échelle de mesure de la proximité perçue. Enfin, elle permet de tester empiriquement l'influence de la proximité perçue sur la confiance, relation supposée à plusieurs reprises dans la littérature mais jamais validée.

SIRIEIX L. (1999), « LA CONSOMMATION
ALIMENTAIRE : PROBLEMATIQUES,
APPROCHES ET VOIES DE RECHERCHE »,
RECHERCHE ET APPLICATIONS EN
MARKETING, VOL. 14, NO. 3, 41-58.

LE VELLY RONAN, « SI LOIN, SI PROCHES :
LA DIFFICILE ASSOCIATION ENTRE
CIRCUITS COURTS ET COMMERCE
EQUITABLE. », REVUE TIERS MONDE
3/2011 (N°207) , P. 133-149
URL : [WWW.CAIRN.INFO/REVUE-TIERS-
MONDE-2011-3-PAGE-133.HTM](http://WWW.CAIRN.INFO/REVUE-TIERS-MONDE-2011-3-PAGE-133.HTM).

DOI : 10.3917/RTM.207.0133.

Questionnement sur le lien entre commerce équitable et circuits courts en s'appuyant sur une enquête de terrain et en adoptant un questionnement inspiré de travaux de sociologie des mouvements sociaux.

DELEAGE ESTELLE, « L'AGRICULTURE DURABLE : UTOPIE OU NECESSITE ? », MOUVEMENTS 4/2005 (NO 41) , P. 64-69

L'agriculture durable se présente comme une agriculture multidimensionnelle, « amicale » pour l'environnement et équitable socialement.

YUNA CHIFFOLEAU, « CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES, DYNAMIQUES RELATIONNELLES ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION EN AGRICULTURE », ÉCONOMIE RURALE, 332 | 2012, 88-101.

Montrer en quoi et comment ces circuits, en tant que marchés valorisant les liens sociaux, peuvent permettre d'intégrer des positions sociales marginalisées en agriculture, identifiées à partir d'un travail préalable de bibliographie et d'enquêtes

LARDON SYLVIE, LOUDIYI SALMA, «AGRICULTURE ET ALIMENTATION URBAINES : ENTRE POLITIQUES PUBLIQUES ET INITIATIVES LOCALES», GEOCARREFOUR 1/2014 (VOL. 89), P. 3-10 URL : WWW.CAIRN.INFO/REVUE-GEOCARREFOUR-2014-1-PAGE-3.HTM.

La question alimentaire est devenue, en l'espace d'une décennie, un enjeu central pour les territoires urbains et périurbains, à la fois technique et politique

MONIQUE POULOT, "L'INVENTION DE L'AGRI-URBAIN EN ÎLE-DE-FRANCE. QUAND LA VILLE SE REPENSE AUSSI AUTOUR DE L'AGRICULTURE", GEOCARREFOUR 1/2014 (VOL. 89) , P. 11-19

URL : WWW.CAIRN.INFO/REVUE-GEOCARREFOUR-2014-1-PAGE-11.HTM.

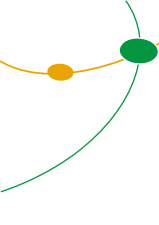
Analyser les processus de transaction initiés dans certaines formules inédites qui intègrent l'agriculture dans le projet urbain à l'aune notamment des enjeux du développement durable. Le terrain d'investigation est l'Île-de-France, première région métropolitaine

française, qui a une longue tradition d'aménagement à l'échelle régionale et soutient la nécessité d'articuler ensemble ses espaces urbains et ruraux. ? L'hybridation en cours entre le rural et l'urbain dans le dispositif phare régional? Les programmes agri-urbains?, celle des acteurs -institutionnels, associatifs ou individuels-, des modalités d'actions et des formes de gouvernance pose la question de l'avènement d'un système agri-urbain où se réinventent ensemble ville et agriculture?

SERGE BONNEFOY ET CAROLINE BRAND, « REGULATION POLITIQUE ET TERRITORIALISATION DU FAIT ALIMENTAIRE : DE L'AGRICULTURE A L'AGRI-ALIMENTAIRE », GEOCARREFOUR [EN LIGNE], 89/1-2 | 2014, MIS EN LIGNE LE 20 DECEMBRE 2017, CONSULTE LE 08 MAI 2016. URL : HTTP://GEOCARREFOUR.REVUES.ORG/9424 ; DOI : 10.4000/GEOCARREFOUR.9424

L'article montre que la période actuelle engage des rapprochements entre champs, acteurs et échelles et donc des constructions moins sectorielles du traitement du fait alimentaire. Signe de cette évolution, nous montrons que les politiques agricoles périurbaines sont entrées dans une transition les faisant évoluer du champ agricole au champ agri-alimentaire. Mais cette approche révèle les tensions socio-spatiales à l'œuvre et souligne les difficultés de la formulation d'une politique alimentaire territoriale transversale aux différents champs et intégrée au projet d'agglomération.





MAYLIS DESROUSSEAUX ET LUCILE STAHL,
« L'APPREHENSION DE L'AGRICULTURE
URBAINE PAR LE DROIT FRANÇAIS »,
GEOCARREFOUR [EN LIGNE], 89/1-2 |
2014, MIS EN LIGNE LE 20 DECEMBRE
2017, CONSULTE LE 08 MAI 2016. URL :
[HTTP://GEOCARREFOUR.REVUES.ORG/94
75](http://geocarrefour.revues.org/9475) ; DOI : 10.4000/GEOCARREFOUR.9475

L'intégration de l'agriculture dans la ville n'apparaît pas comme une évidence juridique. Au contraire, la ville est habituellement considérée comme l'ennemi de l'agriculture : elle s'étale, elle morcelle les terres agricoles et met en danger l'agriculture périurbaine. Un véritable arsenal juridique s'adresse, non sans raison, à l'agriculture tant dans ses dimensions spatiales que dans ses pratiques, mais l'exercice de cette activité en milieu dense urbain se révèle très largement ignoré par le droit. Pourtant, l'agriculture en milieu dense urbain s'impose peu à peu, tant dans les concepts que dans les faits, et ce phénomène dont les manifestations se multiplient, appelle à un renouveau des fondements ruralistes du droit de l'agriculture, sinon à la reconnaissance juridique de l'agriculture urbaine en tant que telle.

PAULINE MARTY, « DE LA RESTAURATION
SCOLAIRE A L'INTEGRATION DE
L'AGRICULTURE DANS LE PROJET DE
TERRITOIRE : VERS UNE VILLE ACTEUR
NORMATIF DE LA QUESTION AGRICOLE ?
», GEOCARREFOUR [EN LIGNE], 89/1-2 |
2014, MIS EN LIGNE LE 20 DECEMBRE
2017, CONSULTE LE 09 MAI 2016. URL :
[HTTP://GEOCARREFOUR.REVUES.ORG/94
59](http://geocarrefour.revues.org/9459) ; DOI : 10.4000/GEOCARREFOUR.9459

Dans la lignée des projets de relocalisation des systèmes alimentaires, la ville de Brive (Corrèze) engage en 2008 l'approvisionnement local de sa restauration scolaire. Ce projet et ses modalités représentent une rupture dans la trajectoire des relations entre la ville et l'agriculture observée depuis

1945 : le champ de l'action agricole de la ville comme le cadre de ses partenariats avec les acteurs agricoles traditionnels du territoire se transforment. L'évolution apportée par ce projet est entérinée par les formes de l'intégration de l'agriculture locale et de ses acteurs à un projet d'agglomération transversal. Acteur présent sur la scène agricole locale mais en tant que soutien dans la seconde moitié du XXème siècle, la ville est en passe de devenir un acteur normatif de la question agricole.

PERRIN C., SOULARD C.-T., 2014*, **VERS
UNE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE
LOCALE RELIANT VILLE ET AGRICULTURE.
LE CAS DE PERPIGNAN, GEOCARREFOUR,
89/1-2, P. 125-134.**

Cet article vise à comprendre la relative absence de politiques alimentaires à l'échelle des régions urbaines en France. Après avoir situé la problématique française par rapport aux travaux anglo-saxons sur la gouvernance alimentaire urbaine, l'article explore le cas de Perpignan, une ville moyenne où sont menées de nombreuses actions dans les domaines agricole et alimentaire. A partir d'un travail d'analyse documentaire et d'entretiens, l'étude caractérise la diversité des initiatives locales. Elle offre une lecture systémique de la question alimentaire urbaine en géographie, fondée sur l'analyse des politiques, des acteurs et des lieux qui assurent des fonctions d'intermédiation ou de régulation à l'échelle du système urbain et qui pourraient créer du lien entre la ville, l'agriculture locale et l'alimentation des citoyens.

Disponible en ligne :
[http://www.academia.edu/9825679/PERRIN C. SO
ULARD C-
T. 2014 Vers une gouvernance alimentaire locale
reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan
G%C3%A9ocarrefour 89 1-2 p. 125-134](http://www.academia.edu/9825679/PERRIN_C_SOULARD_C-T_2014_Vers_une_gouvernance_alimentaire_locale_reliant_ville_et_agriculture_Le_cas_de_Perpignan_G%C3%A9ocarrefour_89_1-2_p_125-134)

RÉSEAU RURAL FRANÇAIS, 2010, QUELLES RELATIONS URBAIN/RURAL POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE DES TERRITOIRES ?, 7 P.

Atelier de réflexion sur « l'identification des tendances qui conduisent les collectivités et leurs partenaires à rechercher à mettre en place une politique et une gouvernance alimentaires entre acteurs publics et privés des grandes agglomérations, d'en cerner le champ et le système d'acteurs, d'en identifier les modalités actuelles de construction et de gouvernance partielle, d'en pressentir les grands types d'impacts sur la nature et la localisation des productions agricoles et des « services alimentaires » ainsi que sur la solidarité inter territoriale. Cinq points clés ont été abordés :

- une définition de la notion de gouvernance alimentaire
- une approche de la diversité des acteurs de la gouvernance alimentaire
- la détermination de ses deux champs principaux d'intervention
- la recherche de premiers signes de gouvernance l'exposé d'exemples européens

Disponible en ligne : http://www.reseaurural.fr/files/u1/gouvernance_alimentaire.pdf

IUFN, 2012, NOURRIR NOS VILLES : POUR UNE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE DURABLE DES REGIONS URBAINES. RAPPORT COLLECTIF IUFN, ADCF, ETD, TERRES EN VILLES. 16P.

Pour une autre approche des territoires et de la ville durable en France, précisément à travers l'enjeu alimentaire. Il est le fruit du travail d'un groupe pluridisciplinaire composé d'experts français animés par le souhait de rendre plus accessible la notion de la gouvernance alimentaire et ce faisant, en faire une piste plausible pour le développement durable des territoires. Réuni en 2011 par IUFN, International Urban Food Network, en collaboration avec l'AdCF (Assemblée des Communautés de France), Etd (Le centre de ressource du développement territorial) et Terres en Villes, le groupe a tenté de faire écho à l'intérêt porté au sujet alimentaire par un nombre

grandissant de villes et métropoles occidentales. Cette contribution ne propose pas de solutions miracles, mais plutôt une certaine vision des territoires résilients. Elle invite à faire un pas de côté, à défier l'ordre établi, à s'interroger sur les bases d'un nouveau système alimentaire urbain territorialisé.

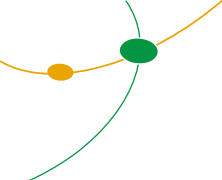
Disponible en ligne : http://www.iufn.org/wp-content/uploads/2013/05/Nourrir_nos_villes1.pdf

TERRES EN VILLES, APCA, CIVAM, TRAME, CUMA, 2009, LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE DES AGGLOMERATIONS FRANÇAISES ET LA RELOCALISATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES, 8 P.

Les travaux réalisés en 2008 et début 2009 ont eu pour but de comprendre les enjeux qui conduisent les collectivités et leurs partenaires à rechercher à mettre en place une telle politique, de cerner ses champs et son système d'acteurs, d'identifier les modalités actuelles de construction et de gouvernance partielle, d'en commencer à pressentir les grands types d'impacts sur la nature et la localisation des productions agricoles et des « services alimentaires » ainsi que sur les solidarités inter territoriales.

Disponible en ligne : <http://www6.inra.fr/psdr-midi-pyrenees/Veille-thematique/Autonomie-territoriale/Gouvernance-alimentaire-des-agglomerations-relocalisation-des-productions>





DANIELE CAPT, DENIS LEPICIER ET ANDRE LESEIGNEUR, « LE ROLE DES TERRITOIRES DE PROJETS INFRA-REGIONAUX SUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION. », GEOCARREFOUR [EN LIGNE], 89/1-2 | 2014, MIS EN LIGNE LE 20 DECEMBRE 2017, CONSULTE LE 10 MAI 2016. URL : [HTTP://GEOCARREFOUR.REVUES.ORG/9436](http://geocarrefour.revues.org/9436) ; DOI : 10.4000/GEOCARREFOUR.9436

Questionnement centré sur la pertinence de l'échelon infra régional pour intervenir sur l'agriculture et la sphère agroalimentaire et sur sa capacité à articuler ses interventions avec celles des autres niveaux d'action publique. La démonstration s'appuie sur l'exploitation de données statistiques sur les caractéristiques socio-économiques du territoire et de l'agriculture et sur l'analyse des programmes de développement des Pays « Voynet » en Bourgogne, complétée par des analyses qualitatives sur quelques Pays. L'article montre que, malgré un contexte de régulation très sectorielle de l'agriculture, les Pays interviennent de façon croissante sur l'agriculture et tout particulièrement sur l'organisation de circuits de commercialisation de proximité tant en contexte urbain que rural.

PATRICK MUNDLER, JEAN-NOËL CONSALES, GIL MELIN, CYRIL POUVESLE ET PERRINE VANDENBROUCKE, « TOUS AGRICULTEURS ? L'AGRICULTURE URBAINE ET SES FRONTIERES », GEOCARREFOUR [EN LIGNE], 89/1-2 | 2014, MIS EN LIGNE LE 20 DECEMBRE 2017, CONSULTE LE 10 MAI 2016. URL : [HTTP://GEOCARREFOUR.REVUES.ORG/9399](http://geocarrefour.revues.org/9399) ; DOI : 10.4000/GEOCARREFOUR.9399

Dans cet article, nous examinons quels sont les postulats concernant le statut de l'activité agricole pour les ménages urbains. Nous montrons que l'essor de l'agriculture urbaine dans les pays industrialisés s'appuie sur des formes hybrides de systèmes

d'activités qui échappent, pour partie, à la séparation entre une agriculture professionnelle et une agriculture de plaisance.

CAROLINE BRAND ET SERGE BONNEFOY, « L'ALIMENTATION DES SOCIETES URBAINES : UNE CURE DE JOUVENCE POUR L'AGRICULTURE DES TERRITOIRES METROPOLITAINS ? », VERTIGO - LA REVUE ELECTRONIQUE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT [EN LIGNE], VOLUME 11 NUMERO 2 | SEPTEMBRE 2011, MIS EN LIGNE LE 05 OCTOBRE 2011,

Le rôle de l'agriculture urbaine et périurbaine par rapport à l'émergence d'une nouvelle demande sociale concernant l'alimentation. Nous nous interrogeons sur le nouveau liant que l'alimentation des sociétés urbaines pourrait constituer dans le cadre des rapports entre ville et agriculture.

Disponible en ligne : <http://vertigo.revues.org/11199#quotation>

BOUGHRIET RACHIDA, "VERS L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE DES VILLES ?", REVUE ENVIRONNEMENT ET TECHNIQUE N°330, 2013

Exemples de projets innovants d'agriculture urbaine. Vers une autonomie de Rennes et Paris en 2030 ?

Disponible en ligne : <http://www.actu-environnement.com/ae/dossiers/ville-demain/ville-autosuffisante.php>

CARCENAC PAUL, "COMMENT LA VILLE D'ALBI VEUT CONQUERIR SON AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ?", LE FIGARO, 4/2016

L'équipe municipale d'Albi a officialisé début 2016 un défi ambitieux: parvenir à l'autosuffisance alimentaire à l'horizon 2020. Exemples: Installation de néo maraichers, jardins partagés, arbres fruitiers

et association entre les agriculteurs et les distributeurs.

Disponible en ligne : <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2016/04/14/01016-20160414ARTFIG00180-comment-la-ville-d-albi-veut-conquerir-son-autosuffisance-alimentaire.php>

CHABROL DIDIER, "MANGER, UN ACTE CULTUREL", REVUE, PROJET 6/2008 (N°307), P54-60

Réflexion sur les cadres culturels de l'alimentation. Quelles logiques (Commercial et de l'Etat ?). Rôle de la société civile (mouvements citoyens, clubs d'amateurs, réseaux de producteurs de terroir, associations de chefs cuisiniers,)

Disponible en ligne : <http://www.revue-projet.com/articles/2008-6-manger-un-acte-culturel/>

FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU, FAO, 2009, COMMENT NOURRIR LE MONDE EN 2050 ?

La FAO a réuni à Rome, les 12 et 13 octobre, près de trois cents universitaires, chercheurs ou responsables d'organisations non gouvernementales, à l'occasion d'un forum d'experts.

1. « Nous sommes entrés dans un nouveau paradigme: l'agriculture doit être au cœur des politiques de développement » ;
2. « Nous sommes désemparés face à l'augmentation continue de la pauvreté, la crise alimentaire, et la volatilité des prix » ;
3. « La faim est avant tout un problème de revenu et de prix »
4. « Nous devons reconnaître notre incapacité à prévoir : la plus grande erreur serait de croire que nous savons » ; « Les événements récents prouvent que les marchés fonctionnent de manière imparfaite » ;
5. « Il est urgent de réduire les risques pour créer les fondements d'un véritable développement agricole et par conséquent d'une réduction de la pauvreté et de la faim ».

Disponible en ligne : http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/docs/Issues_papers/Issues_papers_FR/L%E2%80%99agriculture_mondiale_%C3%A0_l%E2%80%99horizon_2050.pdf

JARRIGE FRANÇOIS, « AMALGAMES SUR LES AMAP. DEBAT SUR LES SYSTEMES AGROALIMENTAIRES ALTERNATIFS », REVUE, LA VIE DES IDEES, 2010.

Selon François Jarrige, la critique d'une autosuffisance agricole des villes, publiée par Roland Vidal et André Fleury dans "La Vie des Idées", caricature à outrance les circuits courts de type Amap. Pour saisir la richesse de ces expériences, il convient d'adopter une perspective politique, et non pas uniquement technique.

Disponible en ligne : <http://www.laviedesidees.fr/Amalgames-sur-les-Amap.html>

LECLERCQ AXEL, « ALBI VISE L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE GRACE AU BIO ET AU GRATUIT ! », REVUE EN LIGNE, POSITIVR, 2016. (CONSULTE LE 01/06/2016) HTTP://POSITIVR.FR/

L'exemple de la ville d'Albi sur l'autosuffisance alimentaire

Disponible en ligne : <http://positivr.fr/autosuffisance-alimentaire-albi-agriculture-bio-circuit-court/>

LE PACTE DE MILAN, OCTOBRE 2015. (CONSULTE EN LIGNE LE 29/05/2016)

En octobre 2015, plus de cent villes à travers le monde ont pris l'engagement (sur une base volontaire) de mettre en place des actions locales, déclinées autour de six axes prioritaires :

- Gouvernance alimentaire locale - Assurer un environnement propice à une action efficace
- Promouvoir une alimentation durable et une bonne nutrition
- Assurer l'équité sociale et économique
- Appuyer la production alimentaire (liens rural-



urbain)

- Approvisionnement et distribution alimentaires
- Prévenir le gaspillage alimentaire

Disponible en ligne : <http://www.iufn.org/wp-content/uploads/2016/03/Pacte-de-Milan.pdf>

LES INCROYABLES COMESTIBLES (CONSULTE LE 01/06/2016)

Mouvement citoyens avec de nombreuses informations sur des initiatives locales. « En transformant l'espace public de leur ville en jardins potagers gratuits, des citoyens créent un nouvel art de vivre par le partage. »

Disponible en ligne : <http://lesincroyablescomestibles.fr/presse/>

OBSERVATOIRE DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS, « LE SYSTEME ALIMENTAIRE DE L'AIRE METROPOLITAINE LYONNAISE », AGENCE D'URBANISME AIRE METROPOLITAINE LYONNAISE, 02/2016

Cette étude ambitionne la compréhension d'un système alimentaire territorialisé. A travers une méthodologie renouvelée (notion de dépendance, décryptage des mécanismes locaux, etc.), ce document approche les équilibres territoriaux et sociaux en présence dans l'Aire métropolitaine lyonnaise.

Disponible en ligne : http://www.urbalyon.org/Document/Le_systeme_alimentaire_de_l-aire_metropolitaine_lyonnaise-20140

VARGAS LILIAN, « DEFINITION DE LA STRATEGIE AGRICOLE 2015-2016 DE GRENOBLE-ALPES METROPOLE : LE FONCIER AU CŒUR DES ENJEUX », SCIENCES, EAUX, TERRITOIRE, N°19, 2016

À travers la présentation de la stratégie agricole 2015-2020 de la jeune métropole grenobloise, cette contribution témoigne de la montée en puissance des métropoles dans la gouvernance foncière agricole et

environnementale, véritable enjeu pour un aménagement durable du territoire.

Disponible en ligne : <http://www.set-revue.fr/temoignage-definition-de-la-strategie-agricole-2015-2020-de-grenoble-alpes-metropole-le-foncier-au/text>

VIDAL Roland, Fleury André, « L'autosuffisance agricole des villes, une vaine utopie ? », Revue, La vie des idées, 2010

Roland Vidal et André Fleury reviennent sur les fonctions à la fois alimentaires, environnementales et paysagères des espaces agricoles à proximité des villes. Loin des idées reçues, analysant la réalité à la fois économique et écologique de l'agriculture urbaine, ils invitent à repenser les liens entre ville durable et agriculture urbaine

Disponible en ligne : <http://www.laviedesidees.fr/L-autosuffisance-agricole-des.html>

JOUEN, MARJORIE ; LORENZI, FREDERIQUE, LA DIMENSION TERRITORIALE ET POLITIQUE DES CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES : REPRESENTATIONS ET ENJEUX DANS LE DEBAT EUROPEEN SUR LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE,[ONLINE], REVUE AIDE A LA DECISION POUR LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL , 2014, NO. 13, P. 12-19.

Dans le contexte du débat européen sur la politique agricole commune, cet article s'intéresse ici au rôle joué par les pouvoirs publics pour stimuler, accompagner ou encadrer ce mode de commercialisation, et s'interroge sur les présupposés politiques pouvant influencer ces actions.

Disponible en ligne : <http://www.set-revue.fr/la-dimension-territoriale-et-politique-des-circuits-courts-alimentaires-representations-et-enjeux/texte>

EYCHENNE, CORINNE ; MILIAN, JOHAN ; BARTHE, LAURENCE, LA PRISE EN COMPTE DE LA QUESTION AGRICOLE PAR LES TERRITOIRES DE PROJET EN MONTAGNE : LOGIQUES D'ACTION ET GOUVERNANCE,[ONLINE], REVUE AIDE A LA DECISION POUR LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL , 2014, NO. 13, P. 20-23.

À travers l'étude de quatre territoires pyrénéens, cet article s'intéresse à la place de l'agriculture dans l'action des territoires de projet et aux changements qu'ils apportent dans le jeu social et politique autour des questions agricoles.

Disponible en ligne : <http://www.set-revue.fr/la-prise-en-compte-de-la-question-agricole-par-les-territoires-de-projet-en-montagne-logiques/text>

MARTIN, TANGUY, NOUVELLES FORMES DE GOUVERNANCE FONCIERE RURALE AU SERVICE D'INSTALLATIONS AGRICOLES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT,[ONLINE], REVUE INTEGRATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LA GESTION DU FONCIER AGRICOLE, 2016, NO. 19, P. 56-59.

Dans cet article, il est sujet ici de l'élaboration de conventions innovantes permettant d'agir collectivement pour faciliter l'accès au foncier de candidats à l'installation non issus du milieu agricole et souvent porteurs de projets en agriculture biologique.

Disponible en ligne : <http://www.set-revue.fr/nouvelles-formes-de-gouvernance-fonciere-rurale-au-service-dinstallations-agricoles-respectueuses-de/text>

MONTFORT, PAUL-FLORENT, LA SECURITE ALIMENTAIRE : UN ENJEU POLITIQUE D'ACTUALITE, MOUVEMENT POUR UNE ORGANISATION MONDIALE DE L'AGRICULTURE [ONLINE]

Disponible en ligne : <http://www.momagri.org/FR/articles/La-securite-alimentaire-un-enjeu-politique-d-actualite-471.html>

CONSOMMATION ALIMENTAIRE

JEAN PLUVINAGE, « ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION : VERS UNE MEILLEURE QUALIFICATION DES BIENS ALIMENTAIRES », POUR 2012/3 (N° 215-216), P. 75-84

Il s'agit du premier article du numéro 215 du magazine POUR axé sur la question du lien entre alimentation et territoires. Cet article traite plus spécifiquement de l'évolution de la consommation alimentaire en France en termes de budget et de produits. Par ailleurs il dresse un état des lieux des enquêtes exploitables pour connaître les pratiques de consommation.

FAUSTINE REGNIER, ANNE LHUISSIER, SEVERINE GOJARD, *SOCIOLOGIE DE L'ALIMENTATION*, PARIS, LA DECOUVERTE, « REPERES », 2009, 128 PAGES.

Cet ouvrage propose une analyse sociologique de la consommation à travers plusieurs axes de recherche. Dans un premier temps il est question d'étudier certains phénomènes de société à travers l'alimentation et dans un deuxième temps d'analyser le processus de prise alimentaire en prêtant attention aux différences entre les milieux sociaux. La dernière partie est consacrée aux évolutions des pratiques qui sont à la fois influencées par la "macdonalisation" du monde et une volonté d'un retour au local.



ANTOINE BERNARD DE RAYMOND, SYLVAIN PARASIE , « LES SCIENCES SOCIALES AU PRISME DE L'ALIMENTATION (AVANT-PROPOS). », *TERRAINS & TRAVAUX* 2/2005 (N° 9), P. 3-11

Antoine Bernard de Raymond introduit ici le 9ème numéro du magazine terrain et travaux qui porte sur les sciences sociales dans les questions d'alimentation. Il développe trois grandes perspectives qui apaisent dans les articles de l'ouvrage. La première est la vision classique de l'alimentation qui est reconnue comme un "révélateur de niveau de vie". Le deuxième axe porte sur la construction sociale de l'aliment c'est à dire le processus de fabrication et les paramètres qui le compose. La troisième partie met en avant l'idée que les études sur la consommation s'orientent de plus en plus vers des approches anthropologiques.

Disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2005-2-page-3.htm>

CAILLAVET FRANCE, LECOIGNE CEDRIC ET NICHELE VERONIQUE. LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE: DES INEGALITES PERSISTANTES MAIS QUI SE REDUISENT (PP. 49-62) IN CINQUANTE ANS DE CONSOMMATION EN FRANCE - ÉDITION 2009 [EN LIGNE]. PARIS: INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (INSEE), 2009

Cette étude propose une analyse de plusieurs critères de différenciation dans les pratiques de consommation alimentaire en fonction des milieux sociaux. Les chiffres analysés proviennent des enquêtes budget de famille de 2006 et 2001. Elle fait le point sur les différences en termes de budget et extrapole sur les possibles disparités en termes nutritionnels.

RECOURS FANETTE, HEBEL PASCALE. LES POPULATIONS MODESTES ONT-ELLES UNE ALIMENTATION DESEQUILIBREE ? CREDOC, CAHIER DE RECHERCHE N° 232, DECEMBRE 2006

Les enquêtes CCAF menée par le CREDOC ont permis d'établir un lien entre alimentation déséquilibrée et milieu social à partir d'un large panel d'indicateur. En conclusion l'article met en avant certaines limites de l'étude, notamment le fait que les populations plus précaires sont généralement exclues de ce type d'enquête. La complexité des facteurs influençant la consommation ne permet pas de faire de généralités.

HEBEL, P. (2012). *COMPORTEMENTS ET CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES EN FRANCE*. TEC & DOC.

Dans cet ouvrage l'auteure analyse les résultats de l'enquête CCAF 2007 du Credoc. La spécificité de l'analyse est de faire la distinction dans les pratiques de consommation et notamment selon l'âge et selon la catégorie socioprofessionnelle chez les adultes.

BABAYOU, P (1996). *LES DISPARITES REGIONALES DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES FRANÇAIS*. CREDOC, COLLECTION DES RAPPORTS DE L'OBSERVATOIRE DES CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES, PARIS 143 P

Cet ouvrage présente une étude intéressante sur les disparités inter et infra régional sur la consommation de certains produits alimentaires. Il définit 10 zones géographiques relativement homogènes sur le plan du régime alimentaire. Il s'agit de l'unique enquête recensée traitant de ce sujet.

GEORGES FAHET, *AUTOCONSOMMATION ET EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES LIES A L'ENVIRONNEMENT : ETUDE DE FAISABILITE D'UNE ENQUETE ALIMENTAIRE EN MIDI-PYRENEES*, 2003

L'objectif de ce rapport est dans un premier temps de faire un état des lieux des analyses existantes permettant de connaître les pratiques

d'autoconsommation des ménages français. Dans un deuxième temps il propose 3 scénarios sur les comportements alimentaires dans la région Midi-Pyrénées.

COLINE FERRANT, MARIE PLESSZ, « STRUCTURE DES BUDGETS ALIMENTAIRES DANS L'ENQUETE BUDGET DE FAMILLE 2011 » DECEMBRE 2015, WORKING PAPER ALISS 2015-02

Une analyse des enquêtes budget des familles est réalisée dans ce rapport. Le but est de comprendre s'il est pertinent d'utiliser ces enquêtes pour une analyse sociologique de la consommation. Les paramètres pris en compte sont l'âge et les CSP et met en avant le biais qu'implique une séparation de ces deux composantes.

COLINE FERRANT ET MARIE PLESSZ « DU PAIN ET DES JUS DE LEGUMES. APPROCHE PAR LES COEFFICIENTS BUDGETAIRES DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN FRANCE. » 14 SEPTEMBRE 2015, SEMINAIRE SOLAL

Cet article complète celui référencé précédemment. Les auteures invitent à analyser la structure de la consommation à partir des coefficients budgétaires et donc plus largement à réfléchir sur les concepts de choix et de contraintes. Les effets liés à l'âge et au CSP sont également abordés. Les annexes sont intéressantes d'un point de vue méthodologique, elles permettent de prendre du recul sur les méthodes employées pour réaliser les enquêtes.

NICHELE, V., ANDRIEU, É., BOIZOT-SZANTAI, C., & CAILLAVET, F. (2008). L'EVOLUTION DES ACHATS ALIMENTAIRES: 30 ANS D'ENQUETES AUPRES DES MENAGES EN FRANCE. CAHIER DE NUTRITION ET DE DIETETIQUE, 123-130.

Ce travail associe des données issues de l'INSEE et de SECODIP pour retracer l'évolution des pratiques de consommation alimentaires sur une période de 30 ans (de 1969 à 2001). Il met en perspective les

résultats avec le contexte économique et social en France.

WARDE ALAN, CONSUMPTION, FOOD AND TASTE. SAGE, 1997. 240P

Cet ouvrage propose une approche sociologique de la consommation alimentaire et comporte un chapitre sur son lien avec le revenu des individus.

Disponible en ligne :

<https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=1TsuEzn2CyoC&oi=fnd&pg=PP2&dq=Warde+Alan,+Consumption,+food+and+taste&ots=x0flwL1cVg&sig=9nTRJ2fy8mbLnnLxqAQ6hT5-10Q#v=onepage&q=Warde%20Alan%2C%20Consumption%2C%20food%20and%20taste&f=false>

SYSTEMES ALIMENTAIRES

CORSI S, MAZZOCHI C, SALI G, MONACO F, WASCHER D, 2015. L'ANALYSE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES LOCAUX DES GRANDES METROPOLES. PROPOSITION METHODOLOGIQUE A PARTIR DES CAS DE MILAN ET DE PARIS, CAHIERS AGRICULTURES, NO 24, PP 1-9

Cet article propose une méthodologie pour définir spatialement un système ago-alimentaire métropolitains (SYAM) en vue d'étudier les possibilités de développement de l'offre alimentaire locale. L'étude se base sur les cas de Paris et de Milan. La comparaison de ces deux sites permet d'évaluer l'impact des politiques de gestion des systèmes agro-alimentaires sur le territoire.

CLAIRE LAMINE, YUNA CHIFFOLEAU, « RECONNECTER AGRICULTURE ET ALIMENTATION DANS LES TERRITOIRES : DYNAMIQUES ET DEFIS », POUR 2012/3 (N° 215-216), P. 85-92.

Après avoir constaté que la plupart des travaux scientifiques et des actions de terrains en lien avec l'agriculture et l'alimentation s'orientait sur une problématique particulière (bio, appellation d'origine etc.) l'auteur propose d'employer une démarche à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux. Cet approche implique de nombreux défis et



notamment la mise en relation d'acteurs provenant de monde sociaux différents.

ALEXANDRE PILLON, "LE SYSTEME ALIMENTAIRE : UN LEVIER POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE POUR LES TERRITOIRES SOUS INFLUENCE URBAINE"

Ce rapport de thèse réalisé au sein d'AgroParitech en partenariat avec l'agence d'urbanisme de Lyon a vocation à montrer l'importance d'une approche par les systèmes pour développer durablement le territoire lorsqu'il s'agit d'alimentation. L'intérêt de cet article repose par ailleurs sur la présentation d'initiatives mise en place sur le territoire Lyonnais.

REQUIER-DESJARDINS DENIS, « L'EVOLUTION DU DEBAT SUR LES SYAL : LE REGARD D'UN ECONOMISTE . », REVUE D'ÉCONOMIE REGIONALE & URBAINE 4/2010 (OCTOBRE) , P. 651-668

Le parti pris dans cet article est de définir les SYAL (Systèmes Agro-alimentaires Localisés) à partir d'une comparaison avec les SPL (Systèmes Productifs Locaux) qui se distinguent par leur antériorité et leur localisation en milieu urbain. Les SYAL pouvant être bien plus larges et plus complexes de par l'hétérogénéité de leurs formes font intervenir la notion d'ancrage territorial. De nouveaux acteurs peuvent être considérés comme partie intégrante du système comme les consommateurs et de nouvelles relations doivent être étudiés.

Disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2010-4-page-651.htm>

COLONNA, P., FOURNIER, S. ET TOUZARD, J-M, 2011. SYSTEMES ALIMENTAIRES, IN : DUALINE- DURABILITE DE L'ALIMENTATION FACE A DE NOUVEAUX ENJEUX. QUESTIONS A LA RECHERCHE, ESNOUF, C., RUSSEL, M. ET BRICAS, N. (COORDS.), RAPPORT INRA-CIRAD (FRANCE), 60-85

Ce chapitre du rapport duALine réalisé par le CIRAD et L'INRA adopte une approche originale pour traiter de la question de la durabilité des systèmes alimentaires. Dans un premier il analyse les interactions au sein des écosystèmes entre les systèmes alimentaires, les systèmes énergétiques et chimiques, cette approche systémique ayant pour objectif de déterminer les variables pertinentes pour classifier les systèmes alimentaires. Dans un deuxième temps il présente une typologie de ces systèmes, en insistant sur la place que joue les systèmes alternatifs en développement. La question de recherche qui ressort de cette analyse est la suivante : "comment analyser et appréhender la durabilité des systèmes alimentaires à la fois imbriqués dans des écosystèmes complexes et eux-mêmes composites?"

DYNAMIQUE DU SYSTEME ALIMENTAIRE JEAN-LOUIS RASTOIN 2009 (MONTPELLIER SUPAGRO)

Jean-Louis Rastoin fait le point sur l'évolution des systèmes alimentaires ainsi que sur les avantages et les inconvénients du modèle agro-industriel actuel. Son approche à l'échelle internationale lui permet de conclure que le modèle occidental n'est pas soutenable à l'échelle planétaire et qu'il est indispensable d'accéder à une hybridation entre le système intensif et le système alternatif qui nécessite un accompagnement politique.

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE ET GRANDE DISTRIBUTION

MICHAËL POUZENC, « LES GRANDES SURFACES ALIMENTAIRES CONTRE LE TERRITOIRE... TOUT CONTRE », POUR 2012/3 (N° 215-216), P. 255-261.

L'auteur explique comment le développement de la grande distribution nous amène vers une uniformisation de la consommation et une centralisation de l'offre (disparition des petits commerces au profit de quelques grands groupes). Malgré la prise en compte des spécificités régionales dans les produits vendus, elle impose son modèle uniformément sur le territoire français. L'auteur insiste également sur le côté opportuniste de ce type de distribution qui fait évoluer ses produits en fonction des tendances de consommation.

GRANJOU CELINE, VALCESCHINI EGIZIO, « L'EXTENSION DE LA TRAÇABILITE DANS LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE. UNE NOUVELLE NORME DE REGULATION DE LA PRODUCTION (ENQUETE)», TERRAINS & TRAVAUX 2/2005 (N° 9), P. 73-89

Cet article permet d'aborder la question de l'organisation de l'industrie agro-alimentaire à travers la traçabilité des produits. L'objectif est d'appréhender les nouvelles procédures qui sont mise en place à travers les yeux des acteurs de la production. Deux modes d'organisations apparaissent : d'un côté certains producteurs revendiquent d'eux-mêmes ce parti pris éthique. D'un autre coté l'état renforce son rôle de contrôle et de sanction.

QUALITE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET MARQUES DE FILIERES, GUY DE FONTGUYONA, ÉRIC GIRAUD-HERAUD, LAMIA ROUACHEDA, LOUIS-GEORGES SOLER

Cet article est complémentaire au précédent dans le sens où il traite de la question de la mutation du secteur alimentaire en termes de traçabilité et de qualité suite aux différentes crises sanitaires, mais cette fois ci dans la grande distribution. De plus en

plus de grands distributeurs cherchent à coopérer avec les producteurs locaux afin de rassurer les consommateurs. Les auteurs posent ainsi deux questions: la distribution de la valeur ajoutée est-elle équitable ? Et quels sont les risques que les efforts de qualité ne soient pas fournis sur l'ensemble de la chaîne ? Par ailleurs nous pouvons voir à travers cet article que nous ne pouvons plus dissocier aussi facilement la vente en circuits courts et la grande distribution

HUIBAN JEAN-PIERRE, AUBERT FRANCIS, MARIETTAZ JOSEPH, « DE L'URBAIN VERS LE RURAL : LES TRANSFERTS D'ETABLISSEMENTS DE L'AGRO-ALIMENTAIRE. », REVUE D'ÉCONOMIE REGIONALE & URBAINE 3/2002 (JUILLET), P. 423-447

L'intérêt de cet article pour notre sujet est d'apporter des éléments concernant la localisation des entreprises agro-alimentaires. Bien que le phénomène de délocalisation de l'urbain vers le rural ne soit pas massif on peut observer que certaines entreprises cherchent à se rapprocher les unes des autres, non dans les territoires isolés mais vers des zones péri-urbaines, notamment les zones d'activités ou les zones industrielles

D. KINSEY JEAN. UNE REVUE DE LA LITTERATURE ACADEMIQUE ANGLO-SAXONNE SUR LA GRANDE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE. IN:ÉCONOMIE RURALE. N°245-246, 1998. LA GRANDE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE. PP. 93-101



PILLEBOUE J., POUZENC MICHAËL, METTON ALAIN. LA PRODUCTION AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAISE FACE A LA GRANDE DISTRIBUTION : L'EQUITABLE ET LE DURABLE DANS LE DISCOURS ET LES STRATEGIES DES FOURNISSEURS. IN: BULLETIN DE L'ASSOCIATION DE GEOGRAPHES FRANÇAIS, 84E ANNEE, 2007-4 (DECEMBRE). COMMERCE ET DEVELOPPEMENT DURABLE. / LE « TERRAIN » POUR LES GEOGRAPHES. PP. 386-398.

L'auteur fait le constat que les activités de production, de commercialisation et de consommation façonnent les territoires. Il invite à s'intéresser plus particulièrement à la grande distribution, secteur incontournable, "qui a développé un appareil de commercialisation de masse, standardisé, industriel, intensif et concentré" et dont l'impact est généralement considéré comme négatif. L'article a pour objectif de montrer l'hétérogénéité du secteur que ce soit en fonction des produits, des filières ou du type de fournisseurs. Ces différences rendent l'intervention des pouvoirs publics compliquée lorsqu'il s'agit de mettre en place un modèle plus durable.

CIRCUITS-COURTS

FREDERIC RICHARD, MARIUS CHEVALLIER, JULIEN DELLIER ET VINCENT LAGARDE, « CIRCUITS COURTS AGROALIMENTAIRES DE PROXIMITE EN LIMOUSIN : PERFORMANCE ECONOMIQUE ET PROCESSUS DE GENTRIFICATION RURALE », NOROIS [EN LIGNE], 230 | 2014

Cette étude sur les producteurs commercialisant en circuits courts sur le territoire Limousin fait apparaître deux éléments importants. D'une part ces exploitations agricoles sont plus performantes économiquement que celle commercialisant par les circuits classiques. D'autre part cette forme de commercialisation fait apparaître un phénomène de

gentrification. Les néo-limousins à la recherche d'authenticité et ayant souvent un niveau scolaire élevé sont plus sensibles à ces pratiques.

POLITIQUES ALIMENTAIRES

BONNEFOY SERGE, BRAND CAROLINE, « REGULATION POLITIQUE ET TERRITORIALISATION DU FAIT ALIMENTAIRE : DE L'AGRICULTURE A L'AGRI-ALIMENTAIRE. », *GEOCARREFOUR* 1/2014 (VOL. 89), P. 95-103

Les nombreuses ressources de Terres en villes, un réseau associant collectivités et chambres d'agriculture, permet de traiter des enjeux de la régulation politique dans le fait alimentaire. La question de l'alimentation étant abordée de manière de plus en plus transversale dans les projets de territoire, les politiques agricoles péri-urbaines évoluent progressivement vers le champ de l'agri-alimentaires. L'enjeu est de combiner l'implication de la société civile pour une meilleure gouvernance alimentaire et le renforcement des politiques agricoles pour de meilleures relations entre les professionnels et les collectivités.

Disponible en ligne : <https://geocarrefour.revues.org/9424>

CAPT DANIELE, LEPICIER DENIS, LESEIGNEUR ANDRE, « LE ROLE DES TERRITOIRES DE PROJETS INFRA-REGIONAUX SUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION. LE CAS DU DEVELOPPEMENT DE CIRCUITS DE PROXIMITE », *GEOCARREFOUR* 1/2014 (VOL. 89), P. 105-113

Dans cet article nous voyons que les questions autour de l'alimentation se traitent de plus en plus à l'échelle du territoire. L'étude vise à évaluer la pertinence des Pays pour intervenir sur ces questions. Ils représentent de nouveaux leviers pour mettre en

réseau des acteurs notamment pour l'organisation de circuits de commercialisation de proximité. Par ailleurs l'article analyse la capacité des Pays à articuler ses interventions avec d'autres niveaux d'action publique.

Disponible en ligne : <https://geocarrefour.revues.org/9436>

DE RAYMOND ANTOINE BERNARD, « LA CONSTRUCTION D'UN MARCHÉ NATIONAL DES FRUITS ET LEGUMES : ENTRE ECONOMIE, ESPACE ET DROIT (1896-1995) », *GENESES* 3/2004 (N°56), P. 28-50

Cet article montre l'importance de la notion d'espace dans les marchés de fruits et légumes et de l'ancrage de certaines pratiques plus ou moins frauduleuse que les législations ne peuvent contrer (et qui les encourage même parfois). D'un point de vue extérieur il permet de comprendre le fonctionnement des marchés nationaux et des relations qui existent entre les différents acteurs.

Disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-geneses-2004-3-page-28.htm>

APPROVISIONNEMENT ET FLUX ALIMENTAIRES

GONÇALVES AMELIE, MORGANTI ELEONORA, BLANQUART CORINNE, « ALIMENTER LES VILLES PAR LES CIRCUITS COURTS : LE DEFI DE LA CONCILIATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES LOGIQUES D'ACTEURS. », *GEOCARREFOUR* 4/2014 (VOL. 89) , P. 247-259

Les auteurs proposent de s'intéresser au principe des "food-hub" pour répondre aux nombreuses problématiques liés à l'approvisionnement alimentaire des villes. Ces plateformes ont pour objectifs de "rationaliser la circulation de flux de produits et d'informations sur des processus

logistiques collaboratifs". L'article vise à analyser la pertinence de ces plateformes pour les circuits-courts. Il montre des intérêts variables en fonction du type de circuit. Au-delà de l'apport sur les questions logistique ce travail présente un intérêt au niveau de la typologie employée.

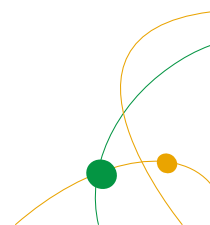
Disponible en ligne : <https://geocarrefour.revues.org/9581>

ANTOINE BERNARD DE RAYMOND, « EN TOUTE SAISON. LE MARCHÉ DES FRUITS ET LEGUMES EN FRANCE », PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES, PRESSES UNIVERSITAIRES FRANÇOIS RABELAIS, 2013.

Le livre s'organise autour de trois problématiques : la réglementation du marché physique et son lien avec les notions d'espace de frontières, la distribution et la dématérialisation du marché, les produits et la transformation. L'objectif est de montrer la tension qui peut exister entre un système qui vise la stabilité et l'homogénéisation et la variabilité des produits qui font partis de ce système (saisonnalité, périssabilité)

HY MICHEL, NICOLAS FRANÇOIS. POUR UNE DEFINITION DES COMMERCES ET DES MARCHES ALIMENTAIRES. IN: ÉCONOMIE RURALE.N°154, 1983. PP. 35-43.

Malgré son ancienneté cet article présente un fort intérêt pour la clarté de ses définitions sur les différents types de marchés et de circuits de distribution. L'auteur fait la distinction entre les circuits directs ou intégrés, courts ou semi-intégrés et longs ou non-intégrés.





MAURIZIO ARAGRANDE, STEFANO FAROLFI, FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS. « L'APPROVISIONNEMENT ET LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRES DES VILLES DE L'AFRIQUE FRANCOPHONE. BIBLIOGRAPHIE RAISONNEE », COLLECTION «ALIMENTS DANS LES VILLES», 1997

Ce travail réalisé par la FAO présente une porte d'entrée très intéressante pour traiter de la complexité des systèmes d'approvisionnement et de distributions des agglomérations (SADA). Bien qu'appliqué au contexte de villes africaines il propose une approche méthodologique applicable à tous les agglomérations. Il propose d'employer une démarche systémique et pluridisciplinaire. Cette approche se ressent jusqu'en dans l'organisation du document qui propose un état de l'art des composante de l'environnement des SADA avant de traiter du système.

MAURIZIO ARAGRANDE, STEFANO FAROLFI, FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS.. « L'ÉTUDE DES SADA DES VILLES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT - GUIDE METHODOLOGIQUE ET OPERATIONNEL». FOOD AND AGRICULTURE ORG., 1998

La méthodologie abordée dans le document référencé précédemment est développée dans ce guide et étayée à travers des études de cas. Les SADA sont analysés sous l'angle de nombreuses disciplines telles que l'économie, la géographie, la sociologie etc. L'approche logistique apporte notamment des éléments pertinents pour notre étude. Une grille problème/approche permet de faire émerger des sous-systèmes avec des problématiques spécifiques.

Disponible en ligne : <http://www.fao.org/3/a-x0319f/index.html>

PADILLA M., BENCHARIF A. APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE DES VILLES : CONCEPTS ET METHODES D'ANALYSE DES FILIERES ET MARCHES. IN : PADILLA M. (ED.), BEN SAÏD T. (ED.), HASSAINYA J. (ED.), LE GRUSSE P. (ED.). LES FILIERES ET MARCHES DU LAIT ET DERIVES EN MEDITERRANEE : ETAT DES LIEUX, PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE POUR LA RECHERCHE. MONTPELLIER : CIHEAM, 2001. P. 262-279 (OPTIONS MEDITERRANEENNES : SERIE B. ETUDES ET RECHERCHES; N. 32)

L'auteur propose de traiter de la question de l'approvisionnement alimentaire des villes à partir d'une approche filière qu'il considère comme plus complète et prenant en compte la complexité du système contrairement à l'approche par secteur. Il propose plusieurs catégories de filières à employer en fonction du sujet d'étude. Dans une deuxième partie il fait le point sur d'autres approches qui peuvent être utilisées (CSP par exemple)

MUNUERA MONTERO L., L'ANALYSE DU METABOLISME URBAIN: INTERET ET LIMITES POUR L'EVALUATION DE LA DURABILITE DE L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE D'UN TERRITOIRE ? LE CAS DE MONTPELLIER AGGLOMERATION, MEMOIRE DE RECHERCHE PRESENTE 30 SEPTEMBRE 2013

Dans ce rapport de stage l'idée est de modéliser le métabolisme urbain des villes afin d'optimiser les flux d'énergie et de matière. L'auteur propose différents modèles qui ont été développés dans le monde et propose une application sur le territoire de Montpellier. Les flux étudiés sont les flux d'azote pour caractériser ce territoire et en dégager les grands enjeux de durabilité.

ETUDES SPECIFIQUE AU TERRITOIRE CAENNAIS

COLETTE MULLER, LES FRUITS ET LEGUMES DANS LE CALVADOS. CONSOMMATION PRODUCTION COMMERCE, THESE DE 3^{EME} CYCLE, CAEN, 1977,281P

Ce rapport de thèse en géographie a pour objectif de décrire l'organisation de la distribution des fruits et légumes, une filière complexe étant donnée son irrégularité (problématique de saisonnalité, de périssabilité etc.) Colette Muller choisi comme aire d'étude le Calvados. Cette étude est intéressante pour dans cas bien que les chiffres soient désormais obsolète. La démarche peut être réutilisée et elle peut servir de point de comparaison

GOVERNANCE

ALKON A.H., AGYEMAN J., 2011. CULTIVATING FOOD JUSTICE: RACE, CLASS AND SUSTAINABILITY. CAMBRIDGE, THE MIT PRESS, 404P.

Si un vaste mouvement alimentaire croissant nous invite à soutenir une agriculture durable en mangeant une alimentation fraîche produite dans des fermes locales, beaucoup de personnes et de communautés, à faibles revenus, de couleur, sont encore privées d'accès à ce type de nourriture saine et viable, « empêchées » de produire leur propre nourriture ou vivant dans des « déserts alimentaires » où les aliments de préparation rapide sont plus communs que la nourriture fraîche. L'ouvrage décrit ici leurs efforts pour envisager et créer des alternatives au système alimentaire actuel environnementalement durable et socialement juste. Rassemblant des analyses et des études autour de la justice environnementale, de l'agriculture durable, de théorie critique de genre et de race, et d'études alimentaires, l'ouvrage met en exergue comment les inégalités de classe et de race imprègnent le système alimentaire, de la production, à la distribution et à la consommation. Les études offertes dans ce livre explorent une gamme des questions importantes,

comme les politiques agricoles et d'utilisation des terres qui désavantagent de multiples agriculteurs et ouvriers agricoles à travers le monde ; l'accès alimentaire difficile en zones rurales et urbaines ; les efforts pour créer des systèmes locaux alimentaires viables pour des communautés à faibles revenus et/ou de couleur ; des orientations futures pour le mouvement de justice alimentaire...

Disponible en ligne : <https://mitpress.mit.edu/books/cultivating-food-justice>

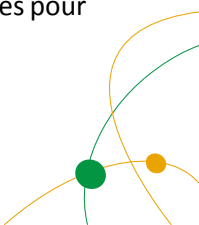
ALLEN P., 2010. REALIZING JUSTICE IN LOCAL FOOD SYSTEMS. CAMBRIDGE JOURNAL OF REGIONS, ECONOMY AND SOCIETY, VOL.3, ISSUE 2, P.295-308.

Pour les mouvements sociaux agro-alimentaires alternatifs, la relocalisation du système alimentaire est un idéal et une voie pour résoudre les problèmes environnementaux, sociaux et économiques auquel ce système reste confronté. Cet article dresse les potentiels d'équité soulevés par cette relocalisation du système alimentaire en termes pratiques et conceptuels. Les processus historiques ont formé des régions et des relations sociales avec de vastes différences en termes de richesses, de puissance et de privilège, différences qui ont de fortes implications pour penser et promouvoir l'équité à travers la relocalisation du système alimentaire. Si les efforts de relocalisation du système alimentaire sont de travailler vers ce principe d'équité, ils doivent considérer les asymétries matérielles et discursives héritées dans les cadres de l'économie, de la démographie, de la géographie et de la démocratie.

Disponible en ligne : <https://academic.oup.com/cjres/article-abstract/3/2/295/446514/Realizing-justice-in-local-food-systems?redirectedFrom=fulltext>

BOOTH S., COVENEY J. (EDS.), 2015. FOOD DEMOCRACY. FROM CONSUMER TO FOOD CITIZEN. LONDRES, SPRINGER, 57P.

Ce livre explore les liens entre alimentation et démocratie. Il cherche à comprendre comment des principes démocratiques peuvent être employés pour



former notre système alimentaire et comment leurs utilisations peuvent en pratique nous permettre de récupérer le contrôle sur la nourriture que nous mangeons. Il met aussi en exergue comment cette démocratie alimentaire s'inscrit dans le terrain, et comment des personnes, les communautés et les sociétés peuvent renforcer leur pouvoir pour accéder, cuisiner et manger une nourriture saine de manière durable.

Disponible en ligne :

<http://www.springer.com/us/book/9789812874221#aboutBook>

CADIEUX K.-CH., SLOCUM R., 2015. "WHAT DOES IT MEAN TO DO FOOD JUSTICE?" *JOURNAL OF POLITICAL ECOLOGY*, VOL. 22, P.1-26.

La « justice alimentaire » et la « souveraineté alimentaire » sont devenues des mots clés dans les études universitaires et l'activisme de la nourriture et le système agroalimentaires. Dans le cas de « justice alimentaire », il semble que le mot est souvent substitué au travail associé aux projets typiques du mouvement alimentaire alternatif. Nous soutenons qu'il est important pour les chercheurs et les praticiens soient clairs sur la façon dont la justice alimentaire diffère des autres efforts pour trouver un système alimentaire équitable. Les chercheurs et praticiens doivent être plus clairs sur ce que cela signifie de *faire* la justice alimentaire. Ils ont besoin pour assurer la responsabilité de la recherche et de l'action qui est socialement juste, ainsi que le montage d'une réponse tenable au paradigme « nourrir le monde » qui balaie souvent de côté la justice comme une distraction de problèmes « réels ». En explorant cette question, nous identifions quatre nœuds autour desquels la justice alimentaire semble se produire: un traumatisme / inégalité, les échanges, la terre, et du travail. Cet article ouvre la voie à une seconde, *Notes sur la pratique de la justice alimentaire aux États-Unis*, où nous discutons de la pratique de la justice alimentaire.

Disponible en ligne :
http://jpe.library.arizona.edu/volume_22/Cadieuxslocum.pdf

DUBOYS DE LABARRE M., CARIMENTRAND A., CRENN C., DELAVIGNE A.H., MONTAGNE K., PARVU C., PATUREL D., PRECIGOUT F., TECHOUEYRES I., 2016. "CREATING NEW LINKS BETWEEN AGRICULTURE AND FOOD AID: NEW PERSPECTIVES FROM FRANCE". IN CARAHER M., COVENEY J. (ED.), *FOOD POVERTY AND INSECURITY: THE POOR IN A WORLD OF GLOBAL AUSTERITY*, LONDON, SPRINGER, P.67-77.

Ce chapitre souhaite développer et comprendre les relations entre l'agriculture et les politiques d'aide alimentaire en Europe et en France. En se basant sur deux recherches interventionnelles issues du programme ECOALES (Empowerment, Comportement Alimentaire et Économie Solidaire) et du projet expérimental développé en région Languedoc-Roussillon, ce chapitre présente d'abord le contexte de ces recherches puis décrit les deux initiatives françaises qui cherchent à promouvoir un modèle alternatif aux surplus alimentaires des circuits longs de distribution. Ce chapitre dresse trois principaux résultats : (1) l'institutionnalisation croissante des approvisionnements alimentaires, avec le contrôle du gouvernement renforcé, visibles à travers des contrôles plus serrés et des conditions plus élevées ; (2) une transformation de l'aide alimentaire d'urgence en un système de long terme, reposant sur des dimensions plus globales, prises en compte à travers la fourniture de l'aide sociale ; (3) l'émergence d'un nouveau discours autour des dons alimentaires, avec une contrepartie financière, et accompagnée par de nouvelles formes d'aide alimentaire, les épiceries sociales et solidaires ; (4) des liens plus ténus entre aide alimentaire et l'agriculture, spécialement autour d'un meilleur accès en fruits et légumes frais.

Disponible en ligne :
https://link.springer.com/chapter/10.1007%2F978-3-319-23859-3_7

GALLI F., HEBINCK A., ARCURI S., BRUNORI G., CARROL B., O'CONNOR D., OOSTINDIE H., 2016. "CAPTURING CHANGE IN THE EU FOOD ASSISTANCE PRACTICES. A TRANSFORMATIVE SOCIAL INNOVATION PERSPECTIVE". CONFERENCE PAPER, 53RD SIDEA CONGRESS, "THE FUTURE OF AGRICULTURE BETWEEN GLOBALIZATION AND LOCAL MARKETS", SAN MICHELE ALL'ADIGE / BOLZANO, SOCIETÀ ITALIANA DI ECONOMIA AGRARIA, 13P.

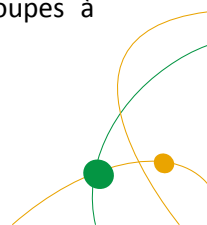
Si la plupart des personnes en Europe n'ont pas de problème d'insécurité alimentaire, certains groupes socio-économiques, plus vulnérables, luttent contre la pauvreté et pour une meilleure santé, comme en atteste l'augmentation des personnes ayant recours ces dernières années à l'aide alimentaire. Dans de nombreux écrits, la position de cette aide alimentaire dans le système alimentaire actuel est contestée. D'une part, les critiques la décrivent comme un échec des gouvernements, alors que d'autres la voient comme une extension de l'aide sociale de l'Etat providence. Ces politiques sensibles souffrent d'un manque de définition universellement convenue de la pauvreté alimentaire, sujet qui reste en général périphérique au travail de la plupart des décideurs politiques. Il y a donc un réel besoin de compréhension du rôle joué par ces initiatives d'aide alimentaire dans le paysage plus large de l'assistance sociale des pays riches. Les auteurs estiment qu'une approche bottom-up s'avère nécessaire pour comprendre la complexité des mécanismes de cette aide alimentaire, et qu'aucune position et/ou solution ne doit être écartée. Le but de cet article est de comparer comment les différentes approches de l'aide alimentaire à travers l'Europe contribuent à un changement en matière de sécurité nutritionnelle et alimentaire, en se focalisant sur des études de cas en Italie, aux Pays-Bas et en Irlande. En adoptant une perspective transformative d'innovation sociale, cette comparaison met en lumière les différences, les entrecroisements, et suggère les voies possibles pour théoriser la capacité transformative de ces initiatives d'aide alimentaire mais aussi pour poursuivre une

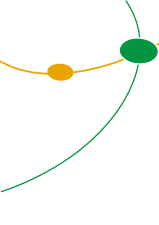
meilleure alimentation et une meilleure sécurité nutritionnelle en Europe. L'étude conclut que ces 3 exemples nationaux d'initiatives d'aide alimentaire ne devraient pas être vus isolés du système alimentaire plus complexe. Une partie de l'émergence des pratiques visent, de différentes manières et dans des contextes différents, à remodeler la capacité de ces aides alimentaires et à contribuer ainsi à une meilleure alimentation et à une meilleure sécurité nutritionnelle. Il est toutefois difficile d'estimer la contribution de ces initiatives au changement transformatif de la pauvreté alimentaire, car c'est un phénomène multi-niveau qui agit en interaction avec beaucoup d'autres systèmes sociétaux.

Disponible en ligne :
https://www.researchgate.net/publication/308382361_Galli_et_al_2016_Capturing_change_in_EU_food_assistance_practices

GOTTLIEB R., JOSHI A., 2010. FOOD JUSTICE. LONDON, THE MIT PRESS, 290 P

Dans cet ouvrage de référence, les auteurs dressent l'histoire des injustices alimentaires américaines, résultante d'une déconnexion croissante entre alimentation et culture, et décrivent les efforts actuels pour changer le système alimentaire très largement industrialisé (cf. l'exemple de la ceinture de maïs des grandes plaines) à travers de multiples expériences locales, comme la formation de jardins communautaires dans l'Holyok (Massachusetts), la mise en œuvre du programme de fermes à l'école sur l'ensemble du territoire national des Etats-Unis, ou bien encore l'élimination des boissons sucrées dans les cafétérias du système scolaire de Los Angeles... Le livre souligne également les difficultés qui subsistent dans cet engouement autour des circuits courts alimentaires locaux, et notamment les risques d'échecs des mouvements autour de la justice alimentaire, en ne touchant pas suffisamment une majorité de consommateurs à faibles revenus. Le cadre analytique de la justice alimentaire doit permettre selon ces auteurs de s'assurer que les façons dont la nourriture est cultivée, transformée, transportée, distribuée et consommée, sont partagées équitablement. Restent à ces groupes à





bien préciser leurs cibles et leurs stratégies pour changer un système alimentaire actuellement injuste pour de nombreux consommateurs et citoyens.

HAMILTON N.D., 2011. "MOVING TOWARD FOOD DEMOCRACY: BETTER FOOD, NEW FARMERS, AND THE MYTH OF FEEDING THE WORLD". DRAKE JOURNAL OF AGRICULTURAL LAW, VOL.16, N°1, P.117-145.

L'article de Hamilton commence par une réflexion sur la nourriture et la société américaine. Il décrit notamment les effets de la modernisation et de l'industrie, qui ont en grande partie contribué à remplacer la qualité et la confiance dans les fournisseurs locaux par l'efficacité et les petits prix. Cependant, il observe un renversement optimiste de ces tendances qui tendent à révolutionner le système alimentaire américain – leur démocratie alimentaire – afin de favoriser une alimentation saine et de qualité, plus sûre pour l'environnement, et qui stimule les relations entre les agriculteurs et les communautés. Le concept de démocratie alimentaire choisi par Hamilton va selon lui au-delà des seuls aspects d'agriculture biologique ou de production locale, car elle permet de choisir une production alimentaire orientée sur des valeurs humaines telle que la satisfaction et la durabilité, l'information et la participation, mais aussi l'efficacité et des bénéfices en termes de productivité. Face aux grandes entreprises agro-alimentaires et aux grandes institutions, le pouvoir de décision doit revenir dans les mains des consommateurs. Hamilton voit l'information et la connaissance comme racine de ce mouvement. C'est bien l'ensemble des acteurs (agriculteurs, négociants, consommateurs, restaurateurs, épiciers, chefs cuisiniers...) qui sont les « démocrates alimentaires » les plus à même de s'impliquer dans le changement. Pour inciter à ce changement, Hamilton propose 4 composantes essentielles. (1) Le premier demeure la participation des citoyens ; tous les acteurs du système alimentaire doivent avoir une voix, et les contributions et les soucis de chaque groupe doivent être considérés (2) Les choix informés sont nécessaires ; les questions, les informations et la connaissance sur la façon dont

la nourriture est produite sont ici au cœur de ces choix. (3) Un certain nombre de choix doivent être à la disposition des citoyens. Bien qu'il y ait actuellement beaucoup de types de nourriture à choisir, la majeure partie de la nourriture est produite de la même façon, sans visage et de façon industrielle. (4) La participation à la démocratie alimentaire doit se produire tant aux échelles locales que nationale. Ces choix de nourriture devraient par ailleurs être adaptés vers la protection et le développement de la communauté, en promouvant notamment l'achat sur les marchés de producteurs ou la consommation dans des restaurants locaux. Hamilton invite les consommateurs et les autres « démocrates alimentaires » à considérer que chaque fois que nous mangeons ou achetons de la nourriture, nous prenons part ou non à cette lutte.

Disponible en ligne : <http://www.law.drake.edu/clinicsCenters/agLaw/docs/agPublications-foodDemocracy.pdf>

HASSANEIN N., 2008. "LOCATING FOOD DEMOCRACY: THEORETICAL AND PRACTICAL INGREDIENTS". JOURNAL OF HUNGER & ENVIRONMENTAL NUTRITION, VOL.3, ISSUE 2-3, P.286-308.

Cette recherche a été conçue pour mieux comprendre le concept de la démocratie alimentaire, au travers de l'analyse d'une initiative particulière de la communauté de Missoula, dans l'État du Montana (USA). Un cadre analytique identifiant les dimensions principales de cette démocratie alimentaire est posé en principe. Cette notion est ensuite examinée en profondeur par une recherche participative associant des étudiants travaillant au sein d'une communauté agricole afin de produire de la nourriture destinée à la distribution de personnes à faibles revenus (via une banque alimentaire) ainsi qu'aux membres d'une Amap. Les organismes qui collaborent pour encourager ce changement vers une démocratie alimentaire se rendent compte qu'ils ne peuvent le réaliser tout seuls et créent donc des opportunités pour renforcer la participation de personnes impliquées dans ces diverses facettes d'initiatives alimentaires.

Disponible en ligne : <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/19320240802244215?scroll=top&needAccess=true>

HOCHEDÉZ C., LE GALL J., 2016. « JUSTICE ALIMENTAIRE ET AGRICULTURE ». *JUSTICE SPATIALE | SPATIAL JUSTICE*, DOSSIER « JUSTICE ALIMENTAIRE ET AGRICULTURE / FOOD JUSTICE AND AGRICULTURE », N°9, 31P.

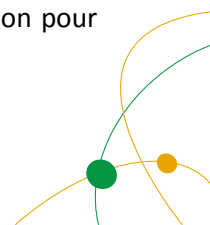
Le renouvellement des relations entre villes et campagnes est marqué ces dernières années par l'émergence de nombreuses initiatives de solidarité ou de reconnexion des espaces urbains avec leur environnement agricole, par l'intermédiaire du registre alimentaire (circuits courts, fêtes agri-rurales par exemple). Mais alors que l'on n'a jamais autant parlé d'agriculture, notamment urbaine et périurbaine, il existe un fossé persistant entre certains espaces défavorisés et les espaces agricoles, même ceux qui leur sont proches. En réponse, les auteurs ont souhaité s'intéresser à une notion plutôt installée dans les recherches anglophones et en émergence dans les recherches francophones, celle de justice alimentaire, ainsi qu'à ses liens avec l'agriculture. L'ambition de ce numéro est double : proposer d'approfondir la notion de justice alimentaire en plaçant les relations avec l'agriculture au cœur de sa définition ; et réfléchir aux processus, notamment liés à l'agriculture, qui conduisent à une situation de justice alimentaire. Est-ce du fait de ses liens avec l'agriculture, et de la place éventuellement particulière qu'elle lui accorde, que la justice alimentaire diffère d'autres efforts pour mettre en œuvre un système alimentaire plus équitable ? Compte-tenu des différentes approches de la justice alimentaire, ce numéro propose tout d'abord de revenir sur la définition de la justice alimentaire et de ses enjeux. Les textes permettent ensuite d'identifier la place que le food justice movement accorde à l'agriculture et la dimension spatiale de la notion. La proposition de défendre une justice plus agri-alimentaire et ancrée spatialement amène dès lors à réfléchir aux dispositifs d'éducation, d'empowerment et enfin de gouvernance, et à leur rôle pratique dans

la construction de systèmes alimentaires plus équitables.

Disponible en ligne : http://www.jssj.org/wp-content/uploads/2016/02/JSSJ9_00_FR.pdf

HORST M., MACCLINTOCK N., HOEY L., 2017. "PLANNING, URBAN AGRICULTURE, AND FOOD JUSTICE. A REVIEW OF THE LITERATURE". *JOURNAL OF THE AMERICAN PLANNING ASSOCIATION*, VOL.83, ISSUE 3, P.277-295.

Dans cet article, les auteurs dressent un corps pluridisciplinaire de recherche pour considérer comment la planification de l'agriculture urbaine peut stimuler la justice alimentaire au bénéfice des habitants désavantagés sur le plan socio-économique. Les bénéfices sociaux potentiels de l'agriculture urbaine incluent un meilleur accès à l'alimentation, des impacts positifs en matière de santé, à des compétences construites, un développement communautaire, et des connexions à de plus larges efforts en termes de changement social. La revue de littérature proposée suggère cependant quelques précautions dans en combinant automatiquement les bénéfices sociaux de l'agriculture urbaine avec les buts de la justice alimentaire. L'agriculture urbaine peut en effet renforcer et approfondir des injustices sociales au bénéfice des classes sociales les plus dotées en ressources et contribuer au déplacement des ménages à plus faibles revenus. La précarité en termes d'accès à la terre pour l'agriculture urbaine est une autre limite, en particulier pour les communautés désavantagées. Les planificateurs / aménageurs ont récemment commencé à prêter une attention accrue à l'agriculture urbaine mais devraient plus explicitement soutenir les buts de la justice alimentaire dans leurs politiques et programmes urbains agricoles. Les auteurs s'appuient plus particulièrement sur ville de Seattle et montrent comment celle-ci a utilisé ses propres ressources dans tous ses programmes d'action pour



réorienter son agriculture urbaine vers des stratégies explicitement dédiées à la justice alimentaire.

Disponible en ligne :
<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/01944363.2017.1322914>

LANG T., 1999. "FOOD POLICY FOR THE 21ST CENTURY: CAN IT BE BOTH RADICAL AND REASONABLE?" / « POLITIQUE ALIMENTAIRE AU XXI^E SIÈCLE: A LA FOIS RADICALE ET RAISONNABLE? ». IN KOC M., MACRAE R., MOUGEOT L.J.A., WELSH J. (EDS.), *FOR HUNGER-PROOF CITIES: SUSTAINABLE URBAN FOOD SYSTEMS / ARMER LES VILLES CONTRE LA FAIM: SYSTEMES ALIMENTAIRES URBAINS DURABLES*, OTTAWA, IDRC / CRDI, P.216-224.

Disponible en ligne :
<https://www.idrc.ca/fr/book/armer-les-villes-contre-la-faim-systemes-alimentaires-urbains-durables>

LEVKOE C., 2006. "LEARNING DEMOCRACY THROUGH FOOD JUSTICE MOVEMENTS". *AGRICULTURE AND HUMAN VALUES*, N°23, P.89-98.

Au fil du temps, l'économie industrialisée alimentaire a provoqué et renforcé une grande séparation des populations vis-à-vis de leurs sources nutritionnelles et alimentaires. Cet article explore comment certaines organisations alimentaires et autres mouvements populaires, intégrés dans un large mouvement de justice alimentaire, agissent pour contrecarrer la tendance de ne considérer les individus qu'en tant que simples consommateurs, et utilisent des lieux pour apprendre activement la citoyenneté démocratique. A partir de l'exemple du programme d'agriculture urbaine du Stop Community Food Centre, l'article décrit comment la participation peut être un levier puissant pour l'apprentissage transformatif des adultes. Par la

participation de cette organisation communautaire basée à Toronto, les individus sont selon l'auteur à mêmes de développer des vertus civiques fortes et des perspectives critiques. Celles-ci, à leur tour, leur ont permises d'influencer des décideurs politiques ; d'augmenter leur niveau d'efficacité, de connaissance, et de compétence politique ; et enfin de contester directement les forces antidémocratiques de contrôle.

Disponible en ligne :
<https://link.springer.com/content/pdf/10.1007%2Fs10460-005-5871-5.pdf>

LE VELLY R., PATUREL D., 2013. « DES CIRCUITS COURTS POUR L'AIDE ALIMENTAIRE ? HYBRIDATION DE REGULATIONS DANS UN MARCHE EXPERIMENTAL EN LANGUEDOC-ROUSSILLON ». *REVUE D'ETUDES EN AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT*, VOL.94, N°4, P. 443-465.

Cet article décrit la conception et la mise en œuvre d'un dispositif expérimental visant à approvisionner en fruits et légumes frais régionaux les Restos du Cœur de l'Hérault. Il relate le processus qui a conduit différents acteurs, y compris la co-auteure de l'article, à s'engager dans ce projet et montre que le dispositif de mise en marché retenu est un résultat de leurs attentes et contraintes respectives. Les auteurs montrent ensuite que le circuit court établi est caractérisé par des modifications partielles du travail des Restos du Cœur et par une importante activité de régulation des intermédiaires commerciaux. L'expérimentation donne au final à voir une hybridation entre des régulations innovantes, visant à relocaliser les flux de denrées alimentaires, et des régulations préexistantes, marquées par l'intermédiation commerciale, l'homogénéité des produits et la recherche de prix bas.

Disponible en ligne :
<http://www.necplus.eu/action/displayFulltext?type=6&fid=2459548&jid=RAE&volumeId=94&issueId=04&aid=2459544&bodyId=&membershipNumber=&>

[ocietyETOCSession=&fulltextType=RV&fileId=S1966960713014045](#)

PATUREL D., CARIMENTRAND A. 2016. « UN MODELE ASSOCIATIF DE CIRCUITS COURTS DE PROXIMITE POUR LES EPICERIES SOCIALES ET SOLIDAIRES : VERS UNE DEMOCRATIE ALIMENTAIRE ? ». COMMUNICATION ORALE, CONGRES DU RIODD, ST-ETIENNE, RIODD – ÉCOLE DES MINES, 25P.

Les initiatives relevant de la construction de systèmes agroalimentaires alternatifs se multiplient, notamment en France. Parmi ces initiatives émergent de nouvelles modalités qui visent à rendre plus accessibles ces alternatives, y compris au niveau des acteurs de l'aide alimentaire. Le programme Uniterres mis en place au sein de l'ANDES, une des structures nationales qui regroupent les épiceries sociales et solidaires, et un des opérateurs du dispositif d'aide alimentaire français, a pour objectif d'améliorer la qualité nutritionnelle des produits proposés aux bénéficiaires des épiceries sociales. Pour cela, l'ANDES achète une partie de la production de maraîchers en situation de fragilité dans le but de soutenir un modèle d'agriculture paysanne. Dans cette communication les auteurs interrogent ce modèle au regard du concept de démocratie alimentaire en montrant ses leviers et ses limites.

Disponible en ligne : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01349973/document>

PATUREL D., 2016. « AIDE ALIMENTAIRE ET ACCES A L'ALIMENTATION AU TAMIS DE L'EXPERIMENTATION SOCIALE ». ANTHROPOLOGY OF FOOD, DOSSIER « LES CONDITIONS DE LA RECHERCHE EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION », VOL.10.

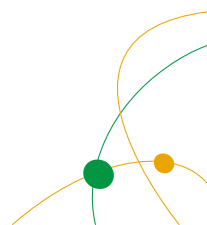
Il n'est pas possible de comprendre la situation du financement de la recherche aujourd'hui sans la replacer dans les changements institutionnels et

politiques de celle-ci depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les choix politiques des années 2000 de modernisation de l'état, liés à la fois à la crise et à l'importation du new management public, vont chercher à mettre en rapport le coût et l'efficacité de la recherche. Pour autant, si la recherche par projet fragilise les postures de recherche, elle peut, par certains côtés et de façon paradoxale, favoriser l'émergence de projets. À partir d'un regard diachronique sur l'évolution de la gestion de la recherche publique française, la sociologue D. Paturel cherche ici à comprendre l'influence du mode de financement sur la mise en œuvre et la construction de nouvelles questions de recherche, à travers le récit de deux dispositifs sur l'accès à l'alimentation des personnes en situation de pauvreté, et en centrant son propos sur les dimensions institutionnelles et leurs conséquences organisationnelles.

Disponible en ligne : <https://aof.revues.org/7986>

PADDEU F., 2012. « L'AGRICULTURE URBAINE DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES DE LA METROPOLE NEW-YORKAISE : LA JUSTICE ALIMENTAIRE A L'EPREUVE DE LA JUSTICE SOCIALE ». VERTIGO, VOL.12, N°2.

L'article analyse la notion de justice alimentaire, qui irrigue les discours des tenants du *food movement* aux États-Unis, en la croisant avec celle d'agriculture urbaine, en plein essor dans les grandes métropoles américaines. Loin de se cantonner à son statut de mouvement de classes moyennes blanches préoccupées par leur bien-être alimentaire, la justice alimentaire cherche à favoriser la sécurité alimentaire des populations pauvres et des minorités ethniques des quartiers défavorisés. Elle introduit dès lors des enjeux de justice sociale dans les enjeux alimentaires des métropoles. Le cas d'étude de la ville de New York, et notamment du quartier de Hunts Point dans le South Bronx, permet de rendre compte des pratiques contemporaines locales de justice alimentaire et de souligner leurs apports théoriques, notamment à partir des concepts dont le mouvement s'inspire : justice sociale, justice spatiale et justice environnementale.



Disponible en ligne : <http://vertigo.revues.org/12686>

RENTING H., SCHERMER M., ROSSI A., 2012. "BUILDING FOOD DEMOCRACY: EXPLORING CIVIC FOOD NETWORKS AND NEWLY EMERGING FORMS OF FOOD CITIZENSHIP". *INTERNATIONAL JOURNAL OF SOCIOLOGY OF AGRICULTURE AND FOOD*, VOL.19, ISSUE 3, P.289-307.

Ces dernières années, de nouveaux types de coopération producteur-consommateur ont émergé dans les réseaux alimentaires, réseaux dans lesquels les consommateurs jouent un rôle actif en allant au-delà d'un simple ravitaillement alimentaire. L'article se base sur l'analyse de plusieurs exemples d'initiatives incluant des coopératives de consommateurs, des groupements d'achats solidaires en produits locaux et biologiques, des Amaps et des jardins collectifs urbains. Ces initiatives soulèvent ainsi d'importantes nouvelles questions qui ne peuvent être adéquatement résolues dans les perspectives théoriques existantes basées sur des concepts comme les « systèmes alimentaires alternatifs », les « circuits courts alimentaires » ou les systèmes alimentaires locaux ». Cet article explore ainsi de nouveaux cadres analytiques possibles pour l'étude des dynamiques et les sources d'innovation contemporaines au sein des réseaux alimentaires, et développe le concept de « réseaux civiques alimentaires » ('civic food networks'). Construit sur une diversité d'initiatives empiriques, cet article estime que le rôle de la société civile dans les mécanismes de gouvernance des systèmes agro-alimentaires croît de façon significative, en comparaison avec celui des acteurs du marché ou des États. De plus, les expressions de citoyenneté alimentaire ('food citizenship') remodelent selon eux les relations entre les pratiques alimentaires et le marché, aussi bien qu'avec les institutions publiques, dépassant ainsi les échanges matériels et économiques, et contribuant à une « moralisation » (voire même à une « civilisation ») des économies alimentaires.

Disponible en ligne : <http://www.ijaf.org/archive/19/3/renting.pdf>

SLOCUM R., CADIEUX K.-CH., 2015. "NOTES ON THE PRACTICE OF FOOD JUSTICE IN THE U.S.: UNDERSTANDING AND CONFRONTING TRAUMA AND INEQUITY". *JOURNAL OF POLITICAL ECOLOGY*, VOL.22, P.27-52.

Le lexique du mouvement américain de l'alimentation a été élargi pour inclure le terme 'justice alimentaire.' Émergent après environ deux décennies de campagnes de changer le système agroalimentaire, ce terme encadre plusieurs critiques structurelles de ce système et signaler à un changement radical. Au cours de ces vingt années, les praticiens et les chercheurs ont fait valoir que le mouvement de nourriture était en danger de créer un système alimentaire 'alternative' seulement pour la classe moyenne blanche. Les réseaux alimentaires alternatifs ont attiré sur les imaginaires blanc d'un passé idyllique et communal, et ont promu des changements axée sur le consommateur. Pour la plupart, ils ne considèrent pas les aspects de main-d'œuvre migrante, l'inégalité raciale et le rôle des sexes dans le système agroalimentaires. Justice était souvent laissée à part. Or, parmi les praticiens et les chercheurs nous voyons un élan enthousiaste dans l'utilisation du terme de justice alimentaire, mais un flou sur les détails. Pour les chercheurs et dans la pratique, ce flou se manifeste dans les déclarations trop générales sur la lutte contre l'oppression ou se transforme en confusion entre le travail des mouvements de la nourriture dominante avec la justice alimentaire (voir *Qu'est-ce que cela signifie de faire la justice alimentaire?* dans ce volume). Dans cet article, nous nous concentrons sur l'un des quatre nœuds (traumatisme / inégalité, l'échange, la terre et du travail) autour de laquelle la organisation de la justice alimentaire semble se produire: à reconnaître et faire face au traumatisme historique collective, un racisme persistante, et l'inégalité de classe et du sexe. Nous appliquons ce que nous avons appris de notre recherche dans les systèmes agroalimentaires du Canada et des États-Unis pour suggérer des méthodes de travail qui pourraient guider les praticiens et les chercheurs dans leur travail vers la justice alimentaire. Dans le souci d'assurer la reddition de

comptes à la recherche socialement juste et l'action, nous suggérons que les chercheurs et les praticiens doivent être plus clairs sur ce que signifie pratiquer la justice alimentaire. Vers une telle clarté et de responsabilité, nous exhortons les chercheurs et les praticiens de documenter comment les groupes se déplacent de concert vers la justice alimentaire, ce qui contrarie et ce qui les permet.

Disponible en ligne :
http://jpe.library.arizona.edu/volume_22/Slocumcadeux.pdf

WEKERLE G., 2004. "FOOD JUSTICE MOVEMENTS: POLICY PLANNING AND NETWORKS". *JOURNAL OF PLANNING EDUCATION & RESEARCH*, VOL.23, ISSUE 4, P.378-386.

Cet article examine l'émergence des mouvements de justice alimentaire au prisme des théories de mouvement social, qui soulignent que les politiques spatiales sont des ressources et des stratégies pour des mouvements fonctionnant en réseau diverses échelles. Il examine la création d'un espace politique pour la justice alimentaire autour de trois perspectives : d'abord, la sécurité alimentaire de base, à travers des projets et des initiatives qui servent de pratiques alternatives au changement de politique ; en second lieu, les manières dont les politiques locales développent leurs actions d'aménagement en vue de ce changement ; en troisième, l'émergence des réseaux alimentaires aux échelles locales et régionales. Les mouvements de justice alimentaire fournissent des études de cas de terrain et de résistance à la mondialisation à travers des stratégies de liens, la planification citoyenne en lien avec celle menée par la ville de Toronto, et de nouvelles formes de pratique démocratique.

Disponible en ligne :
<http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0739456X04264886?journalCode=jpea>

FORMES

FONCIER

TORNAGHI C., 2014, "CRITICAL GEOGRAPHY OF URBAN AGRICULTURE", *PROGRESS IN HUMAN GEOGRAPHY*, 38: 551-567.

Cet article propose de fonder une géographie critique de l'agriculture urbaine et périurbaine, notamment dans son versant foncier.

SAFRANSKY S., 2014. GREENING THE URBAN FRONTIER: RACE, PROPERTY, AND RESETTLEMENT IN DETROIT. *GEOFORUM* 56, 237-248.

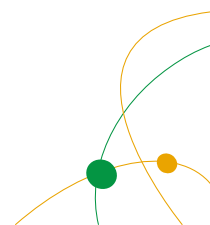
Cet article ouvre des pistes de réflexions sur le partage de la ressource foncière agricole dans les villes et les franges urbaines, et la coexistence de modèles.

LAVIGNE DELVILLE P. (2010), « SECURISATION FONCIERE, FORMALISATION DES DROITS, INSTITUTIONS DE REGULATION FONCIERE ET INVESTISSEMENTS. POUR UN CADRE CONCEPTUEL ELARGI », *REVUE DES QUESTIONS FONCIERES*, N° 1, P. 5-33

Cet article propose une application au foncier agricole du cadre théorique des faisceaux de droits de propriété élaboré par Ostrom. Il permet de déconstruire les notions de propriété publique et collective pour mieux les comprendre par le détail.

MARGETIC C. CHAUCESSE J.-N., 2012, LA POLITIQUE DE RECONQUETE DES FRICHES AGRICOLES DANS L'AGGLOMERATION NANTAISE, *CAHIERS NANTAIS*, N° 2012/2, P. 59-68.

Cet article propose de lier action foncière métropolitaine et alimentation de proximité autour de la notion de « mise en foncier alimentaire ».





BERTRAND, N. (2013). TERRES AGRICOLES PERIURBAINES: UNE GOUVERNANCE FONCIERE EN CONSTRUCTION. EDITIONS QUAE. VERSAILLES, 2013, 250 PAGES

Cet ouvrage apporte des éléments d'analyse sur les transformations en cours en matière d'action publique foncière pour la préservation des terres agricoles et périurbaines.

BRYANT, C., & LOUDIYI, S. (2017). DES ESPACES AGRICOLES DANS LA METROPOLISATION. PERSPECTIVES FRANCO-QUEBECOISES, 328P.

Cet ouvrage questionne les enjeux concernant les espaces agricoles périurbains en France et au Québec.

« REAFFECTATIONS DU FONCIER : REGULATION ETATIQUE, INVESTISSEMENTS PRIVES ET INITIATIVES CITOYENNES" (2017), NATURES SCIENCES SOCIETES, DOSSIER, VOLUME 24 / NUMERO 4 (OCTOBER-DECEMBER 2016)

Ce dossier spécial de NSS met en regard plusieurs évolutions actuelles en matière d'action foncière dans les pays du sud, notamment entre régulation étatique, investissements privés et initiatives citoyennes.

COLIN, J.P. (2003) FIGURES DU METAYAGE. ÉTUDE COMPAREE DE CONTRATS AGRAIRES. IRD EDITIONS, MARSEILLE. 355P.

Alors que la question foncière est revenue au premier plan des politiques publiques, les pratiques foncières et les logiques d'acteurs qui les sous-tendent restent largement méconnues. Cet ouvrage contribue à combler cette lacune par la description et l'interprétation des pratiques contractuelles agraires en associant les apports théoriques de l'économie des contrats à une approche empirique micro-analytique et compréhensive.

LEGER-BOSCH, C., 2015, LES OPERATIONS DE PORTAGE FONCIER POUR PRESERVER L'USAGE AGRICOLE. UNE ANALYSE PAR LES COORDINATIONS, LES TRANSACTIONS ET LES INSTITUTIONS, THESE DE DOCTORAT EN ECONOMIE, DIR. : NATHALIE BERTRAND ET ALAIN GUERINGER (CO-ENC.), UNIVERSITE DE GRENOBLE ALPES, SOUTENUE LE 15 AVRIL 2015

Cette thèse a pour objet les opérations de portage foncier. Elle s'intéresse aux modalités singulières qu'induisent les opérations de portage foncier dans la gouvernance des espaces agricoles. Elle combine trois analyses au niveau meso-économique des coordinations, au niveau micro-économique des transactions, et au niveau macro-économique des institutions. Ancrée dans l'économie institutionnelle, la démarche adoptée propose des focus depuis ces trois points de vue.

POUR, 2013, LE FONCIER AGRICOLE : LIEU DE TENSIONS ET BIEN COMMUN, NUMERO 220, GREP, PARIS.

La répartition des terres entre les différents acteurs sociaux, agricoles et non agricoles, est par ailleurs un problème difficile, car ce bien limité est aussi l'objet d'une capitalisation à des titres divers, que ce soit pour l'agrandissement des exploitations agricoles, ou pour la spéculation foncière, dans l'attente de l'urbanisation à venir. Plusieurs articles débattent de l'efficacité des différents dispositifs institutionnels existant dans le droit français pour tenter de réguler au mieux les tensions générées par cette course à la terre.

LE ROY E., 2011, LA TERRE DE L'AUTRE, UNE ANTHROPOLOGIE DES REGIMES D'APPROPRIATION FONCIERE, SERIE ANTHROPOLOGIE, 54, LEXTENSO EDITIONS, 440P.

La constitution d'une anthropologie du droit, avec ses mutations internes depuis le début des années 1960,

s'est particulièrement appuyée sur l'observation des politiques et des pratiques foncières à l'échelle de la planète, l'Afrique noire ayant été longtemps privilégiée. Au fil de micro-découvertes qui ont ponctué près de cinquante ans de recherches, un cadre théorique nouveau, susceptible d'assurer la sécurité foncière dans un contexte de développement durable, s'est ainsi progressivement consolidée. Il repose sur une relecture des droits fonciers et fruitiers selon la nature des représentations d'espaces considérées, puis il renouvelle l'analyse de la juridicité des terres détenues "en communs" pour ensuite examiner les conditions d'apparition et de généralisation des régimes de propriété privée. La prise en compte de leurs limites et de leurs contradictions conduit alors à proposer la gestion patrimoniale comme le cadre institutionnel pertinent pour le monde nouveau qui s'ouvre devant nous.

GUERINGER A., 2008. – « SYSTEMES FONCIERS LOCAUX : UNE APPROCHE DE LA QUESTION FONCIERE A PARTIR D'ETUDES DE CAS EN MOYENNE MONTAGNE FRANÇAISE ». GEOCARREFOUR, VOL. 83/4.

En s'appuyant sur trois exemples contrastés situés en moyenne montagne auvergnate, cet article invite à une relecture conceptuelle et méthodologique des questions foncières. Il suggère une approche en termes de « système foncier local » articulant, dans une perspective systémique, dynamiques de transferts entre modes d'utilisation du sol, et stratégies des acteurs locaux. Trois groupes d'acteurs sont principalement abordés : les propriétaires, les exploitants agricoles et les collectivités territoriales.

FABRIQUE URBAINE

PILON, C. (2016) LES JARDINS PARTAGES POUR DYNAMISER LES QUARTIERS ET LES TERRITOIRES. COMMISSARIAT GENERAL A L'EGALITE DES TERRITOIRES, COLL. EN BREF, N. 18, MAI.

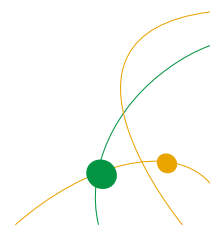
Un quatre-pages qui présente, en les synthétisant, les impacts des jardins partagés sur les quartiers et les villes qui les accueillent.

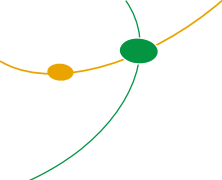
MATHIEU N., 2017, LES RELATIONS VILLES/CAMPAGNES, HISTOIRE D'UNE POLITIQUE ET SCIENTIFIQUE, PARIS, L'HARMATTAN, LOGIQUES SOCIALES

Une recension d'articles rédigés par l'auteur sur une période allant des années 1960 au début du 21^e siècle. Ils permettent d'analyser les évolutions des définitions de "ville" et de "campagne", ainsi que de "nature" et "agriculture", puis de comprendre la diversité des approches et la difficulté à caractériser les relations.

GARCEZ C., MANGIN D. (DIR.), DU FAR WEST A LA VILLE. L'URBANISME COMMERCIAL EN QUESTIONS, MARSEILLE, PARENTHESSES, 2014, 240 P.

L'urbanisme commercial existe-t-il ? De quoi est-il le nom ? Se réduit-il aux fameuses « entrées de villes » ? Comment faire évoluer les sites concernés par l'activité économique du commerce en y apportant plus de proximité, de mixité d'activités, c'est-à-dire d'urbanité ? Comment éviter que certaines de ces zones commerciales déclinent du fait d'une baisse de fréquentation et deviennent de véritables « friches commerciales » ?





LAPENNA A., YOUNES C., ROLLOT M., D'ARIENZO R. (DIR.), RESSOURCES URBAINES LATENTES : POUR UN RENOUVEAU ECOLOGIQUES DES TERRITOIRES, GENEVE, METISPRESS, 2016, 414 P.

Les villes regorgent de ressources qui permettraient de résoudre une partie des problèmes que leur développement actuel suscite. Déceler ces potentialités requiert intelligence et méthode, en raison notamment de leur nature latente, imperceptible, enfouie.

ECONOMIE TERRITORIALE

GREEN G.P., HAINES A. (2012) ASSET BUILDING AND COMMUNITY DEVELOPMENT. 3RD ED. THOUSAND OAKS, CA: SAGE.

Un manuel sur le développement local, qui explique comment les résidents d'une collectivité peuvent initier des actions à partir de 7 types de ressources locales (capital humain, social, politique, culturel, environnemental, physique, financier) afin d'améliorer leur qualité de vie.

SEN A. (1999) DEVELOPMENT AS FREEDOM. OXFORD, UK: OXFORD UNIVERSITY PRESS.

Cet ouvrage présente la pensée d'Amartya Sen sur l'approche par les capacités, cadre d'évaluation qui permet d'évaluer le développement à l'aune des libertés (d'être et d'agir) individuelles et collectives.

TALANDIER M. 2016. MUTATIONS DES SYSTEMES TERRITORIAUX. VERS UN MODELE RESIDENTIALO-PRODUCTIF ? MEMOIRE DE HDR. UNIVERSITE GRENOBLE ALPES.

DAVEZIES, L & TALANDIER, M. 2014. L'EMERGENCE DES SYSTEMES PRODUCTIVO-RESIDENTIELS. LA DOCUMENTATION FRANÇAISE.

TALANDIER, M. JOUSSEAUME, V. NICOT, BH. 2016. TWO CENTURIES OF ECONOMIC TERRITORIAL DYNAMICS: THE CASE OF FRANCE. REGIONAL STUDIES, REGIONAL SCIENCE, VOL. 1/2016.

ALIMENTATION

ASTIER M., QUEL PAIN VOULONS NOUS ?, PARIS, LE SEUIL, 2016, 124 P.

Cet ouvrage présente le secteur de la distribution du pain de la boulangerie aux supermarchés et montre les enjeux d'une filière clé de notre alimentation pour se maintenir en ville / pour maintenir la ville.

LAMINE C. 2008, LES INTERMITTENTS DU BIO, POUR UNE SOCIOLOGIE PRAGMATIQUE DES CHOIX ALIMENTAIRES EMERGENTS, EDITIONS QUAE, EDITIONS DE LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME, NATURES SOCIALES, 331 P.

Une analyse des pratiques alimentaires contemporaines et de leurs relations avec les filières agro-alimentaires : la relocalisation des systèmes agroalimentaires alternatifs mettent en relation directe consommateurs et producteurs, dans de nouveaux espaces de négociation. Cette dynamique permet de penser des systèmes agri-alimentaires territoriaux, au sein desquels la prise en compte

simultanée des questions agricoles et alimentaires permet de poser la base de transitions plus robustes.

BIEL R., SUSTAINABLE FOOD SYSTEMS, LONDRES, UCLPRESSES, 2016, 145 P.

Ce livre est une contribution critique et constructive aux problèmes actuels des systèmes alimentaires : comment pouvons-nous développer des actions concrètes pour surmonter la crise alimentaire mondiale ? En une synthèse originale, l'auteur présente des solutions répondant aux différents problèmes socio-écologiques.

BUYCK, J., DOUSSON, X., LOUGUET, P., AGRICULTURE METROPOLITAINE/METROPOLE AGRICOLE. MSH EDITIONS, 324 P., 2012.

BRAND C., 2015, ALIMENTATION ET METROPOLISATION : REPENSER LE TERRITOIRE A L'AUNE D'UNE PROBLEMATIQUE VITALE OUBLIEE, THESE DE DOCTORAT EN GEOGRAPHIE, UNIVERSITE GRENOBLE ALPES

Cette thèse rend compte de l'évolution de la prise en compte de la question alimentaire par les pouvoirs publics et la société civile lyonnaise. Il s'agit d'une très bonne contextualisation de la mise en place du programme Frugal.

AGRICULTURE

BERGER S., 1975, LES PAYSANS CONTRE LA POLITIQUE, PARIS, SEUIL, L'UNIVERS HISTORIQUE, 345 P.

Une analyse des transformations de la paysannerie bretonne tout au long du 20^e siècle, à partir de l'observation de la coopérative de Landerneau. Du système traditionnel à l'exploitation familiale modernisée des années 1960, l'ouvrage montre le changement radical des rapports de la paysannerie au

reste de la société : des paysans contre l'Etat aux paysans avec l'Etat, pour la modernisation de la société.

PERNET F., 1982, RESISTANCES PAYSANNES, PRESSES UNIVERSITAIRES DE GRENOBLE, 189P.

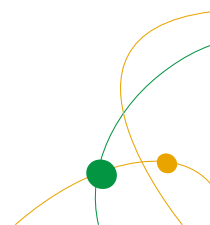
Les premiers signes de la crise de l'Exploitation familiale modernisée et les stratégies d'adaptation : diversification, auto fabrication, autoconstruction, auto alimentation, transformation, circuits courts etc: à l'origine du système d'exploitation territoriale

LANDEL P.A., LIOTARD J., 2017, ETRE PAYSANS ENSEMBLE, 1960-1990 : UNE PAGE DE L'HISTOIRE DU SYNDICALISME PAYSAN DANS LA DROME. SAINTE JALLE, EDITIONS DES LISIERES, 187 P

Un recueil de témoignages de syndicalistes paysans engagés dans l'action syndicale sur une ligne différente de celle de la FNSEA dans la Drôme entre 1986 et 1990 : Le livre témoigne du parcours d'agriculteurs engagés dans la modernisation, puis la prise de conscience des problèmes posés par cette transformation. Il décrit, de façon incarnée, la montée en puissance de luttes pour permettre un accès à équitable la terre, mais aussi pour échapper au processus d'intégration dans un système agro-industriel puissant. Sans décrire de façon précise l'émergence contemporaine d'un modèle alternatif, les témoignages expliquent les conditions qui ont permis ces changements.

« L'AGRICULTURE DANS LE SYSTEME ALIMENTAIRE URBAIN : CONTINUITES ET INNOVATIONS » (2017), NATURES SCIENCES SOCIETES, DOSSIER, VOLUME 25 / NUMERO 1 (JANUARY-MARCH 2017)

Ce dossier spécial de NSS traite des innovations en matière d'action publique ou collective et visant les enjeux agricoles alimentaires dans le monde urbain.





ZASK, J., LA DEMOCRATIE AUX CHAMPS, PARIS, LA DECOUVERTE, 2016, 249 P.

Ce livre examine ce qui, dans les relations entre les cultivateurs et la terre cultivée, favorise l'essor des valeurs démocratiques et la formation de la citoyenneté.

METHODOLOGIE D'ANALYSE IN SITU

TIXIER, N., AMPHOUX, P., BUYCK, J., TALLAGRAND, D., « TRANSECT URBAIN ET RECIT AU LIEU, DES AMBIANCES AU PROJET », VILLE, TERRITOIRE ET PAYSAGE, 2016.

Cet article s'appuie sur des expériences pédagogiques pour décrire la méthodologie du transect urbain.

POUSIN, F., (DIR.), D-TRANSECT, LES DELAISSES DES TRAVERSEES DE LA VALLEE DE L'HUVEAUNE : DISPERSION DES ESPECES, PRATIQUES VERNACULAIRES, MEDIATIONS PAYSAGERES, MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT PROGRAMME DE RECHERCHE ITTECOP 2012 INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES, PAYSAGES ET ECOSYSTEMES, JANVIER 2015.

Ce rapport de recherche revient sur les fondements théoriques du transect et explicite les apports scientifiques de la méthode à partir d'une analyse détaillée de la vallée de l'Huveaune.

TIXIER, N., LE QUOTIDIEN EN PROJETS : PARCOURS, COUPES, TRAVELLINGS ET AUTRES TRANSECTS. ARCHITECTURE, AMENAGEMENT DE L'ESPACE. UGA - UNIVERSITE GRENOBLE ALPES; ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE GRENOBLE, 2017

Ancrée dans le champ des ambiances architecturales et urbaines, cette habilitation à diriger des recherches rend compte de plusieurs dispositifs d'analyse et de projets in situ. « Le transect urbain, où comment couper la ville par son milieu » s'intéresse à la coupe urbaine et à ses potentiels appliqués aux questions environnementales. La coupe urbaine peut-elle être un lieu de rencontre entre les enjeux environnementaux globaux et les enjeux locaux d'ambiances situées prenant en compte les dimensions sensibles de l'espace et les pratiques habitantes ?

LES PARTENAIRES DU PROJET :



AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE :



UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Fonds Européen Agricole
pour le Développement Rural



RÉGION
NORMANDIE



Région
BRETAGNE



RÉGION
NOUVELLE
AQUITAINE
AQUITAINE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES



Région
PAYS DE LA LOIRE



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes